

Art. 3. De duur van de volledige schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor werklieden bij gebrek aan werk wegens economische oorzaken mag zes maanden niet overschrijden. Wanneer de volledige schorsing van de uitvoering van de overeenkomst de voorziene maximumduur heeft bereikt, moet de werkgever gedurende een volledige arbeidsweek de regeling van volledige arbeid opnieuw invoeren, alvorens een nieuwe volledige schorsing kan ingaan.

Art. 4. Met toepassing van artikel 51, § 1, vijfde lid, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten vermeldt de in artikel 2 bedoelde kennisgeving de datum waarop de volledige schorsing van de uitvoering van de overeenkomst ingaat, de datum waarop deze schorsing een einde neemt, alsook de data waarop de werklieden werkloos worden gesteld.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 2016 en treedt buiten werking op 30 september 2017.

Art. 6. De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 1 juli 2016.

FILIP

Van Koningswege :
De Minister van Werk,
K. PEETERS

—
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :
Wet van 3 juli 1978, *Belgisch Staatsblad* van 22 augustus 1978.
Wet van 30 december 2001, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 2001.
Wet van 4 juli 2011, *Belgisch Staatsblad* van 19 juli 2011.

Art. 3. La durée de la suspension totale de l'exécution du contrat de travail d'ouvrier pour manque de travail résultant de causes économiques ne peut dépasser six mois. Lorsque la suspension totale de l'exécution du contrat a atteint la durée maximale prévue, l'employeur doit rétablir le régime de travail à temps plein pendant une semaine complète de travail, avant qu'une nouvelle suspension totale ne puisse prendre cours.

Art. 4. En application de l'article 51, § 1^{er}, alinéa 5, de la loi du 3 juillet 1978 sur les contrats de travail, la notification visée à l'article 2 mentionne la date à laquelle la suspension totale de l'exécution du contrat prend cours, la date à laquelle cette suspension prend fin ainsi que les dates auxquelles les ouvriers sont mis en chômage.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} octobre 2016 et cesse d'être en vigueur le 30 septembre 2017.

Art. 6. Le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 1^{er} juillet 2016.

PHILIPPE

Par le Roi :
Le Ministre de l'Emploi,
K. PEETERS

—
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :
Loi du 3 juillet 1978, *Moniteur belge* du 22 août 1978.
Loi du 30 décembre 2001, *Moniteur belge* du 31 décembre 2001.
Loi du 4 juillet 2011, *Moniteur belge* du 19 juillet 2011.

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2016/203068]

Extrait de l'arrêt n° 71/2016 du 25 mai 2016

Numéro du rôle : 6118

En cause : le recours en annulation de l'article 12, 2°, du décret de la Région wallonne du 11 avril 2014 modifiant le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, introduit par la Commission wallonne pour l'Energie.

La Cour constitutionnelle,
composée des présidents J. Spreutels et E. De Groot, et des juges L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul et F. Daoût, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président J. Spreutels,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 12 décembre 2014 et parvenue au greffe le 16 décembre 2014, la Commission wallonne pour l'Energie, assistée et représentée par Me E. Jacobowitz, avocat au barreau de Bruxelles, a introduit un recours en annulation de l'article 12, 2°, du décret de la Région wallonne du 11 avril 2014 modifiant le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité (publié au *Moniteur belge* du 17 juin 2014, troisième édition).

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant à la disposition attaquée et son contexte

B.1.1. La Commission wallonne pour l'Energie (ci-après : CWaPE), autorité de régulation des marchés de l'électricité et du gaz en Région wallonne, demande l'annulation de l'article 12, 2°, du décret de la Région wallonne du 11 avril 2014 « modifiant le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité ».

B.1.2. La disposition attaquée insère un paragraphe 2 dans l'article 14 du décret du 12 avril 2001 qui se lit désormais :

« § 1^{er}. L'article 12bis de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité et l'article 15/5ter de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations, en ce qu'elles visent les droits, les obligations et les tarifs des gestionnaires de réseau de distribution, restent applicables pour la Région wallonne après l'entrée en vigueur de la loi spéciale du 6 janvier 2014 relative à la Sixième Réforme de l'Etat attribuant la compétence sur les tarifs de distribution de gaz et d'électricité aux régions, sous réserve des modifications suivantes :

1° les mots ' commission ' sont remplacés par ' CWaPE ' ;

2° les mots ' Chambre des représentants ' sont remplacés par les mots ' Parlement wallon ' ;

3° dans la première phrase du paragraphe 2, les mots ' Après concertation avec les régulateurs régionaux et ' sont abrogés ;

4° au paragraphe 14, les mots ' cour d'appel de Bruxelles ' sont remplacés par les mots ' cour d'appel de Liège '.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la méthodologie tarifaire relative à la période 2015-2016 est établie selon une procédure *ad hoc*, en ce compris de publicité, laquelle s'inscrit dans le respect des lignes directrices applicables, et des délais raisonnables convenus par la CWaPE après concertation avec les gestionnaires de réseaux de distribution.

§ 2. La méthodologie détermine les modalités d'intégration et de contrôle des coûts non gérables constitués par les charges de pension des agents sous statut public du gestionnaire de réseau ou de la filiale ou sous-filiale ayant une activité régulée de gestion de réseau de distribution.

§ 3. Le gestionnaire de réseau publie chaque année les tarifs en vigueur sur le réseau pour lequel il a été désigné en ce compris les tarifs relatifs aux services auxiliaires, tels qu'approuvés par la CWaPE ».

L'article 12bis de la loi du 29 avril 1999 « relative à l'organisation du marché de l'électricité », tel qu'il est applicable en Région wallonne, dispose :

« § 1^{er}. Le raccordement, l'utilisation des infrastructures et des systèmes électriques et, le cas échéant, les services auxiliaires des gestionnaires de réseau de distribution font l'objet de tarifs pour la gestion de réseau de distribution, à l'exception des réseaux ayant une fonction de transport régis par l'article 12.

§ 2. Après concertation structurée, documentée et transparente avec les gestionnaires de réseau de distribution, la CWaPE établit la méthodologie tarifaire que doivent utiliser ces gestionnaires pour l'établissement de leurs propositions tarifaires.

La méthodologie tarifaire précise notamment :

- (i) la définition des catégories de coûts qui sont couverts par les tarifs;
- (ii) [...];
- (iii) les règles d'évolution au cours du temps des catégories de coûts visées en (i), y compris la méthode de détermination des paramètres figurant dans les formules d'évolution;
- (iv) les règles d'allocation des coûts aux catégories d'utilisateurs du réseau;
- (v) la structure tarifaire générale et les composants tarifaires.

La concertation avec les gestionnaires de réseau de distribution fait l'objet d'un accord entre la CWaPE et lesdits gestionnaires. A défaut d'accord, la concertation est tenue au minimum comme suit :

1° CWaPE envoie aux gestionnaires de réseau de distribution, dans la langue du gestionnaire de réseau de distribution, la convocation aux réunions de concertation visées à l'alinéa 1^{er} ainsi que la documentation relative aux points mis à l'ordre du jour de ces réunions dans un délai raisonnable avant lesdites réunions. La convocation mentionne le lieu, la date et l'heure de la réunion, ainsi que les points mis à l'ordre du jour;

2° à la suite de la réunion, la CWaPE établit un projet de procès-verbal de réunion reprenant les arguments avancés par les différentes parties et les points d'accord et de désaccord constatés; elle transmet ce rapport pour approbation, aux gestionnaires de réseau de distribution dans un délai raisonnable suivant la réunion;

3° dans un délai raisonnable suivant la réception du procès-verbal de la CWaPE approuvé par les parties, les gestionnaires de réseau de distribution, au besoin après s'être concertés, envoient à la CWaPE leur avis formel sur la méthodologie tarifaire résultant de cette concertation, en soulignant le cas échéant les éventuels points de désaccord subsistants, tant par rapport à la proposition de la CWaPE qu'entre eux.

Par dérogation aux dispositions qui précèdent, la méthodologie tarifaire peut être établie par la CWaPE suivant une procédure déterminée de commun accord avec les gestionnaires de réseau de distribution sur la base d'un accord explicite, transparent et non-discriminatoire.

§ 3. La CWaPE communique au Parlement wallon son projet de méthodologie tarifaire, l'intégralité des pièces relatives à la concertation avec les gestionnaires de réseau de distribution ainsi que tous les documents qu'elle estime nécessaires à la motivation de sa décision relative à la méthodologie tarifaire, tout en préservant la confidentialité des informations commercialement sensibles concernant des fournisseurs ou des utilisateurs du réseau, des données à caractère personnel et/ou des données dont la confidentialité est protégée en vertu de législations spécifiques.

La CWaPE publie sur son site la méthodologie tarifaire applicable, l'intégralité des pièces relatives à la concertation avec les gestionnaires de réseau de distribution et tous documents qu'elle estime utiles à la motivation de sa décision relative à la méthodologie tarifaire, tout en préservant la confidentialité des informations commercialement sensibles concernant des fournisseurs ou des utilisateurs du réseau, des données à caractère personnel et/ou des données dont la confidentialité est protégée en vertu de législations spécifiques.

§ 4. La méthodologie tarifaire fixée en vertu du § 3 et applicable à l'établissement de la proposition tarifaire est communiquée au gestionnaire du réseau de distribution au plus tard six mois avant la date à laquelle la proposition tarifaire doit être introduite auprès de la CWaPE. Les modifications doivent être motivées.

Cette méthodologie tarifaire reste en vigueur pendant toute la période tarifaire, en ce compris la clôture des soldes relatifs à cette période. Des modifications apportées à la méthodologie tarifaire en cours de période, conformément aux dispositions du § 2, s'appliquent seulement à partir de la période tarifaire suivante, sauf accord explicite, transparent et non-discriminatoire entre la CWaPE et les gestionnaires de réseau de distribution.

§ 5. La CWaPE établit la méthodologie tarifaire dans le respect des lignes directrices suivantes :

1° la méthodologie tarifaire doit être exhaustive et transparente, de manière à permettre aux gestionnaires de réseau de distribution d'établir leurs propositions tarifaires sur cette seule base. Elle comprend les éléments qui doivent obligatoirement figurer dans la proposition tarifaire. Elle définit les modèles de rapport à utiliser par les gestionnaires de réseau de distribution;

2° la méthodologie tarifaire doit permettre de couvrir de manière efficiente l'ensemble des coûts nécessaires ou efficaces pour l'exécution des obligations légales ou réglementaires qui incombent aux gestionnaires de réseau de distribution, ainsi que pour l'exercice de leurs activités;

3° la méthodologie tarifaire fixe le nombre d'années de la période régulatoire débutant au 1^{er} janvier. Les tarifs annuels qui en résultent sont déterminés en application de la méthodologie tarifaire applicable pour cette période;

4° la méthodologie tarifaire permet le développement équilibré des réseaux de distribution, conformément aux différents plans d'investissements des gestionnaires de réseau de distribution, tels qu'approuvés, le cas échéant, par les autorités régionales compétentes;

5° les éventuels critères de rejet de certains coûts sont non-discriminatoires et transparents;

6° les tarifs sont non discriminatoires et proportionnés. Ils respectent une allocation transparente des coûts;

7° la structure des tarifs favorise l'utilisation rationnelle de l'énergie et des infrastructures;

8° les différents tarifs sont conçus sur la base d'une structure uniforme sur le territoire desservi par le gestionnaire du réseau de distribution. En cas de fusion de gestionnaires de réseaux de distribution, des tarifs différents peuvent continuer à être appliqués dans chaque zone géographique desservie par les anciens gestionnaires de réseaux de distribution, afin de permettre la rationalisation visée par la fusion;

9° la rémunération normale des capitaux investis dans les actifs régulés doit permettre aux gestionnaires de réseau de distribution de réaliser les investissements nécessaires à l'exercice de leurs missions;

10° les coûts nets des missions de service public imposées par la loi, le décret ou l'ordonnance et leurs arrêtés d'exécution et non financées par des impôts, taxes, contributions et surcharges visées au 11° sont pris en compte dans les tarifs de manière transparente et non discriminatoire conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables;

11° les impôts, ainsi que taxes et contributions de toutes natures, et les surcharges imposés par la loi, le décret ou l'ordonnance et leurs arrêtés d'exécution sont ajoutés aux tarifs automatiquement et dans les délais prévus par la procédure d'introduction et d'approbation des tarifs. La CWaPE peut contrôler ces coûts avec les dispositions législatives et réglementaires applicables;

12° les achats de biens et services réalisés dans le respect de la législation sur les marchés publics sont réputés réalisés au prix du marché, sous réserve, le cas échéant, du pouvoir d'appréciation de la CWaPE;

13° la méthodologie détermine les modalités d'intégration et de contrôle des coûts échoués constitués par les charges de pension complémentaire ou de pension du secteur public non capitalisées, versées à des agents ayant presté une activité régulée de distribution d'électricité, dues pour les années antérieures à la libéralisation en vertu des statuts, de conventions collectives du travail ou d'autres conventions suffisamment formalisées, approuvés avant le 30 avril 1999, ou versées à leurs ayants droit ou remboursées à leur employeur par un gestionnaire de réseau de distribution, qui peuvent être intégrés aux tarifs;

14° pour la détermination des soldes positifs ou négatifs dont elle décide la répartition pour la période régulatoire suivante, la CWaPE fixe les coûts visés aux 10°, 11° et 13° ainsi que les coûts autres que ceux visés au § 2 (ii) du présent article qui sont récupérés ou rendus dans les tarifs de la période suivante;

15° Sous réserve du contrôle de conformité de la CWaPE, les tarifs permettent au gestionnaire de réseau de distribution dont l'efficacité se situe dans la moyenne du marché de recouvrer la totalité de ses coûts et une rémunération normale des capitaux. Toute méthode de contrôle des coûts reposant sur des techniques de comparaison doit tenir compte des différences objectives existant entre gestionnaires de réseau de distribution et qui ne peuvent être éliminées à l'initiative de ces derniers.

Toute décision utilisant des techniques de comparaison intègre des paramètres qualitatifs et est basée sur des données homogènes, transparentes, fiables et publiées ou intégralement communicables dans la motivation de la décision de la CWaPE.

Toute comparaison avec d'autres gestionnaires de réseau est réalisée entre des sociétés ayant des activités similaires et opérant dans des circonstances analogues;

16° les tarifs pour l'utilisation d'un réseau de distribution, applicables à des unités de production, peuvent être différenciés selon la technologie de ces unités et leur date de mise en service. Ces tarifs sont déterminés en tenant compte de tout critère considéré comme pertinent par la CWaPE, tel un *benchmarking* avec les pays voisins, afin de ne pas mettre en péril la sécurité d'approvisionnement du pays par une baisse de compétitivité des unités de production concernées. Dans la proposition tarifaire accompagnée du budget visée au § 8, le gestionnaire de réseau de distribution motive ces différenciations;

17° les efforts de productivité éventuellement imposés aux gestionnaires de réseau de distribution ne peuvent mettre en péril à court ou à long terme la sécurité des personnes ou des biens ni la continuité de la fourniture;

18° la subsidiation croisée entre activités régulées et non régulées n'est pas autorisée;

19° les tarifs encouragent les gestionnaires de réseau de distribution à améliorer les performances, à favoriser l'intégration du marché et la sécurité de l'approvisionnement et à mener la recherche et le développement nécessaires à leurs activités, en tenant notamment compte de leurs plans d'investissement tels qu'approuvés, le cas échéant, par les autorités régionales compétentes;

20° les coûts visés par les points 10°, 11° et 13° ainsi que les coûts autres que ceux visés au § 2 (ii) ne sont soumis ni à des décisions basées sur des méthodes de comparaison, ni à une régulation incitative;

21° les tarifs visent à offrir un juste équilibre entre la qualité des services prestés et les prix supportés par les clients finals;

La CWaPE peut contrôler les coûts des gestionnaires de réseau de distribution sur la base des dispositions législatives et réglementaires applicables.

§ 6. Les gestionnaires de réseau de distribution établissent leurs propositions tarifaires dans le respect de la méthodologie tarifaire établie par la CWaPE et introduisent celles-ci dans le respect de la procédure d'introduction et d'approbation des tarifs.

§ 7. La CWaPE examine la proposition tarifaire, décide de l'approbation de celle-ci et communique sa décision motivée au gestionnaire de réseau de distribution dans le respect de la procédure d'introduction et d'approbation des tarifs.

§ 8. La procédure d'introduction et d'approbation des propositions tarifaires fait l'objet d'un accord entre la CWaPE et les gestionnaires de réseau de distribution. A défaut d'accord, la procédure est la suivante:

1° le gestionnaire de réseau de distribution soumet, dans un délai raisonnable avant la fin de la dernière année de chaque période régulatoire en cours, sa proposition tarifaire accompagnée du budget pour la période régulatoire suivante sous la forme du modèle de rapport fixé par la CWaPE conformément au § 5;

2° la proposition tarifaire accompagnée du budget est transmise en trois exemplaires par porteur avec accusé de réception à la CWaPE. Le gestionnaire de réseau de distribution transmet également une version électronique sur laquelle la CWaPE peut, au besoin retravailler la proposition tarifaire accompagnée du budget;

3° dans un délai raisonnable suivant la réception de la proposition tarifaire accompagnée du budget, la CWaPE confirme au gestionnaire de réseau de distribution, par lettre par porteur avec accusé de réception, ainsi que par courrier électronique, que le dossier est complet ou elle lui fait parvenir une liste des informations complémentaires qu'il devra fournir.

Dans un délai raisonnable suivant la réception de la lettre susvisée dans laquelle des informations complémentaires lui ont été demandées, le gestionnaire de réseau de distribution transmet ces informations à la CWaPE en trois exemplaires par lettre par porteur avec accusé de réception. Le gestionnaire de réseau de distribution transmet également une version électronique des réponses et des renseignements complémentaires à la CWaPE;

4° dans un délai raisonnable suivant la réception de la proposition tarifaire visée au 2° ou, le cas échéant, dans un délai raisonnable suivant la réception des réponses et des informations complémentaires du gestionnaire de réseau de distribution visées au 3°, la CWaPE informe le gestionnaire par lettre par porteur avec accusé de réception, de sa décision d'approbation ou de son projet de décision de refus de la proposition tarifaire accompagnée du budget concerné.

Dans son projet de décision de refus de la proposition tarifaire accompagnée du budget, la CWaPE indique de manière motivée les points que le gestionnaire de réseau de distribution doit adapter pour obtenir une décision d'approbation de la CWaPE. La CWaPE est habilitée à demander au gestionnaire du réseau de modifier sa proposition tarifaire pour faire en sorte que celle-ci soit proportionnée et appliquée de manière non-discriminatoire;

5° si la CWaPE refuse la proposition tarifaire accompagnée du budget du gestionnaire de réseau de distribution dans son projet de décision de refus de la proposition tarifaire accompagnée du budget, le gestionnaire peut communiquer ses objections à ce sujet à la CWaPE dans un délai raisonnable suivant la réception de ce projet de décision.

Ces objections sont transmises à la CWaPE par porteur avec accusé de réception, ainsi que sous forme électronique.

Le gestionnaire de réseau de distribution est entendu, à sa demande, dans un délai raisonnable après réception du projet de décision de refus de la proposition tarifaire accompagnée du budget par la CWaPE.

Le cas échéant, le gestionnaire de réseau de distribution soumet, dans un délai raisonnable suivant la réception du projet de décision de refus de la proposition tarifaire accompagnée du budget, à la CWaPE par porteur avec accusé de réception, en trois exemplaires sa proposition tarifaire adaptée accompagnée du budget. Le gestionnaire de réseau de distribution remet aussi une copie électronique à la CWaPE.

Dans un délai raisonnable suivant l'envoi par la CWaPE du projet de décision de refus de la proposition tarifaire accompagnée du budget ou, le cas échéant, dans un délai raisonnable après réception des objections ainsi que de la proposition tarifaire adaptée accompagnée du budget, la CWaPE informe le gestionnaire de réseau de distribution, par lettre par porteur avec accusé de réception, ainsi que par voie électronique, de sa décision d'approbation ou de sa décision de refus de la proposition tarifaire, le cas échéant adaptée, accompagnée du budget;

6° si le gestionnaire de réseau de distribution ne respecte pas ses obligations dans les délais visés aux points 1° à 5°, ou si la CWaPE a pris la décision de refus de la proposition tarifaire accompagnée du budget ou de la proposition tarifaire adaptée accompagnée du budget conclu, des tarifs provisoires sont d'application jusqu'à ce que toutes les objections du gestionnaire de réseau de distribution ou de la CWaPE soient épuisées ou jusqu'à ce qu'un accord soit atteint entre la CWaPE et le gestionnaire de réseau de distribution sur les points litigieux. La CWaPE est habilitée, après concertation avec le gestionnaire de réseau de distribution, à arrêter des mesures compensatoires appropriées lorsque les tarifs définitifs s'écartent de ces tarifs provisoires;

7° en cas de passage à de nouveaux services et/ou d'adaptation de services existants, le gestionnaire de réseau de distribution peut soumettre une proposition tarifaire actualisée à l'approbation de la CWaPE dans la période réglementaire. Cette proposition tarifaire actualisée tient compte de la proposition tarifaire approuvée par la CWaPE, sans altérer l'intégrité de la structure tarifaire existante.

La proposition actualisée est introduite par le gestionnaire de réseau de distribution et traitée par la CWaPE conformément à la procédure applicable, visée aux points 1° à 6° qui précèdent, étant entendu que les délais visés sont réduits de moitié;

8° si des circonstances exceptionnelles surviennent au cours d'une période réglementaire indépendamment de la volonté du gestionnaire de réseau de distribution, celui-ci peut à tout moment de la période réglementaire soumettre à l'approbation de la CWaPE une demande motivée de révision de sa proposition tarifaire, pour ce qui concerne les années suivantes de la période réglementaire.

La demande motivée de révision de la proposition tarifaire est introduite par le gestionnaire de réseau de distribution et traitée par la CWaPE suivant la procédure applicable visée aux points 1° à 6°, étant entendu que les délais visés sont réduits de moitié;

9° la CWaPE adapte, sans préjudice de sa possibilité de contrôler les coûts sur la base des dispositions légales et réglementaires applicables, les tarifs des gestionnaires de réseau de distribution à toutes modifications des obligations de service public, notamment régionales, qui leur sont applicables au plus tard dans les trois mois de la transmission par les gestionnaires de réseau de distribution de telles modifications. Les gestionnaires de réseau de distribution transmettent ces modifications à la CWaPE dans le meilleur délai suite à leurs entrées en vigueur;

10° la CWaPE publie sur son site Internet, de manière transparente, l'état de la procédure d'adoption des propositions tarifaires ainsi que, le cas échéant, les propositions tarifaires déposées par le gestionnaire du réseau.

§ 9. La CWaPE établit la méthodologie tarifaire et exerce sa compétence tarifaire de manière à favoriser une régulation stable et prévisible contribuant au bon fonctionnement du marché libéralisé, et permettant au marché financier de déterminer avec une sécurité raisonnable la valeur des gestionnaires de réseau de distribution. Elle veille à maintenir la continuité des décisions qu'elle a prises au cours des périodes réglementaires antérieures, notamment en matière d'évaluation des actifs régulés.

§ 10. La CWaPE exerce sa compétence tarifaire en tenant compte de la politique générale de l'énergie telle que définie dans la législation et la réglementation européenne, fédérale et régionale.

§ 11. Dans un souci de transparence dans la répercussion des coûts au client final, les différents éléments du tarif de réseau sont distingués sur la facture, en particulier en ce qui concerne les obligations de service public et leur contenu.

§ 12. La comptabilité des gestionnaires de réseau de distribution est tenue selon un plan comptable analytique uniforme par activité, établi sur proposition d'un ou plusieurs gestionnaires de réseau de distribution représentant au moins septante-cinq pour cent des entreprises exerçant la même activité, et approuvé par la CWaPE, ou, à défaut de proposition avant le 1^{er} octobre 2011, établi par la CWaPE après concertation avec les gestionnaires de réseau de distribution.

§ 13. La CWaPE publie dans les trois jours ouvrables de leur approbation et maintient sur son site les tarifs et leur motivation, tout en préservant la confidentialité des informations commercialement sensibles concernant des fournisseurs ou des utilisateurs du réseau, des données à caractère personnel et/ou des données dont la confidentialité est protégée en vertu de législations spécifiques.

Les gestionnaires de réseau de distribution communiquent, dans les plus brefs délais, aux utilisateurs de leurs réseaux les tarifs qu'ils doivent appliquer et les mettent à la disposition de toutes les personnes qui en font la demande. Ils les communiquent également dans les plus brefs délais sur leur site Internet, avec un module de calcul précisant l'application pratique des tarifs. Les tarifs appliqués ne peuvent pas avoir d'effet rétroactif.

§ 14. La méthodologie tarifaire fixée par la CWaPE ainsi que les décisions relatives aux propositions tarifaires prises par elle en application de cette méthodologie tarifaire peuvent faire l'objet d'un recours par toute personne justifiant d'un intérêt devant la cour d'appel de Liège en application de l'article 29bis.

Un tel recours peut notamment être introduit lorsque:

- la décision de la CWaPE ne respecte pas les orientations visées au présent article;
- la décision de la CWaPE ne respecte pas la politique générale de l'énergie telle que définie dans la législation et la réglementation européenne, fédérale et régionale;
- la décision de la CWaPE ne garantit pas les moyens nécessaires pour la réalisation des investissements des gestionnaires de réseau de distribution ou l'exécution de leurs missions légales ».

L'article 15/5ter de la loi du 12 avril 1965 « relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations » auquel renvoie également l'article 14 en cause est rédigé en des termes similaires pour ce qui concerne la distribution du gaz.

B.2. Avant la réforme opérée par la loi spéciale du 6 janvier 2014 relative à la Sixième Réforme de l'Etat (*Moniteur belge*, 31 janvier 2014), la matière des tarifs de distribution d'électricité et de gaz était réglée par le législateur fédéral, en l'occurrence par les lois du 29 avril 1999 et du 12 avril 1965 précitées.

Depuis le 1^{er} juillet 2014, date d'entrée en vigueur de la loi spéciale du 6 janvier 2014, les régions sont compétentes pour les aspects régionaux de l'énergie, en vertu de l'article 6, § 1^{er}, VII, de la loi spéciale du 8 août 1980 tel qu'il a été modifié par l'article 19 de ladite loi spéciale. Les aspects régionaux de l'énergie comprennent :

« a) La distribution et le transport local d'électricité au moyen de réseaux dont la tension nominale est inférieure ou égale à 70 000 volts, y compris les tarifs des réseaux de distribution d'électricité, à l'exception des tarifs des réseaux ayant une fonction de transport et qui sont opérés par le même gestionnaire que le réseau de transport;

b) La distribution publique du gaz, y compris les tarifs des réseaux de distribution publique du gaz, à l'exception des tarifs des réseaux qui remplissent aussi une fonction de transport du gaz naturel et qui sont opérés par le même gestionnaire que le réseau de transport du gaz naturel ».

B.3.1. Le contexte et les objectifs poursuivis par la Région wallonne lors de l'adoption du décret du 11 avril 2014 en cause ont été présentés comme suit dans les travaux préparatoires :

« En juillet 2008, le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité (ci-après, dénommé ' *décret électricité* ') a fait l'objet d'une adaptation en profondeur. Cette adaptation a été réalisée en tenant compte des orientations nouvelles de la directive 2009/72/CE, à l'époque en projet. Cette directive a été officiellement adoptée en date du 13 juillet 2009. Certaines dispositions doivent encore être adaptées pour se conformer complètement au prescrit de la directive 2009/72/CE et améliorer le fonctionnement du marché de l'électricité.

Les principales adaptations, objet de cette note et de l'avant-projet de décret joint, portent sur :

- l'amélioration de la protection des clients finals et des mesures de protection sociale;
- l'amélioration du fonctionnement du marché libéralisé et de l'intégration des productions décentralisées;
- le renforcement des compétences et de l'indépendance du régulateur.

L'énergie est une compétence partagée entre l'Etat fédéral et les Régions. Les modifications apportées au décret se limitent aux aspects relevant de la compétence des Régions en matière d'énergie (distribution et transport régional – tension inférieure ou égale à 70 000 volts – sources nouvelles d'énergie – sauf nucléaire – l'utilisation rationnelle de l'énergie). Suite à l'adoption de la loi spéciale du 6 janvier 2014 relative à la Sixième Réforme de l'Etat, le transfert de la compétence tarifaire en matière de distribution gaz et électricité sera effectif en date du 1^{er} juillet 2014. Suite à ce transfert de compétence, la méthodologie tarifaire pourra être adoptée par la CWaPE en concertation avec les gestionnaires de réseaux de distribution, dans le respect du projet de décret tarifaire adopté en première lecture en séance du 16 janvier dernier. Les dispositions tarifaires sont donc inscrites dans ce décret tarifaire et complètent donc les dispositions du présent décret pour ce qui concerne la compétence en matière d'approbation des tarifs de distribution » (*Doc. parl.*, Parlement wallon, 2013-2014, n° 1020/1, p. 2).

En ce qui concerne plus particulièrement l'objectif de renforcement des compétences et de l'indépendance de l'autorité de régulation, le législateur wallon a ajouté ce qui suit :

« Afin de se conformer au prescrit de la directive 2009/72/CE en la matière, le présent projet de décret renforce l'autorité de régulation de ce marché au niveau wallon, à savoir la ' *Commission wallonne pour l'énergie* ' (dénommée ' *CWaPE* ').

Ce renforcement s'opère à trois niveaux :

- accroissement de l'indépendance de la CWaPE;
- extension des compétences et moyens de la CWaPE;
- coopération de la CWaPE avec les autres régulateurs régionaux et fédéraux des marchés de l'électricité et du gaz, les autorités de régulations belges, l'Agence de Coopération des Régulateurs de l'Énergie (ci-après ' *ACER* ') et avec la Commission européenne » (*ibid.*, p. 5).

B.3.2. L'article 12, 2^o, du décret du 11 avril 2014 attaqué a été introduit par la voie d'un amendement n° 4 justifié comme suit :

« Les dispositions insérées ou modifiées par le présent amendement ont pour objectif d'instaurer rapidement le nouveau cadre légal afin de permettre à la CWaPE d'adopter sa nouvelle méthodologie tarifaire de manière à permettre l'entrée en vigueur de nouveaux tarifs au 1^{er} janvier 2015.

Le présent amendement fait référence aux articles 12*bis* de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité (ci-après, ' *loi électricité* ') et 15/5*ter* de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations (ci-après, ' *loi gaz* ') lesquelles ont trait à [la] méthodologie tarifaire, aux lignes directrices applicables en la matière ainsi qu'à la procédure de proposition par les gestionnaires de réseau de distribution (ci-après, ' *GRD* ') et d'approbation par le régulateur compétent des tarifs de distribution, en se les appropriant, en vue de permettre une application à court terme de ces principes et procédures en Région wallonne afin de garantir, au moment du transfert de la compétence tarifaire à la CWaPE, une continuité tarifaire et une lisibilité juridique en l'attente de l'adoption d'un cadre complet au niveau wallon.

Ces dispositions permettent, ainsi, de garantir la continuité tarifaire, de garantir un transfert effectif de compétence dès le 1^{er} juillet 2014 à la CWaPE et à la Région wallonne, ainsi que de donner le temps au Parlement wallon d'adopter de nouvelles lignes directrices tarifaires et/ou de politiques générales pour la période post-2016. En effet, en l'absence d'un tel amendement, la CWaPE et la Région wallonne ne pourront pas exercer de manière effective, au moment du transfert de compétence au 1^{er} juillet 2014, la compétence en matière de tarifs de distribution qui leur incombe conformément à la loi spéciale du 6 janvier 2014 relative à la Sixième Réforme de l'Etat. L'article 94, § 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles dispose, à cet égard, que :

' *Sans préjudice des dispositions de l'article 83, § 2 et 3, les autorités chargées d'attributions par les lois et règlements dans les matières relevant de la compétence des Communautés et des Régions, continuent d'exercer ces attributions selon les procédures fixées par les règles existantes, tant que celles-ci n'auront pas été modifiées ou abrogées par leurs Parlements ou leurs Gouvernements* '.

C'est pourquoi, en l'attente de l'adoption d'un cadre wallon plus complet, le présent amendement incorpore, et prévoit donc l'application, en droit wallon, des lignes directrices issues de la loi fédérale et des procédures d'adoption des méthodologies tarifaires et des tarifs. La CWaPE, ainsi que les GRD, devront donc de se référer à ces articles des lois fédérales électricité et gaz pour l'établissement des prochaines méthodologies tarifaires, lesquelles devront notamment prendre en considération les lignes directrices fédérales validées par la Cour constitutionnelle dans son arrêt n° 117/2013 du 7 août 2013, ainsi que pour la procédure d'introduction et d'approbation des propositions tarifaires. C'est, par ailleurs, dans le cadre de la méthodologie tarifaire que la CWaPE pourra, de manière pragmatique, accepter les tarifs approuvés par un autre régulateur pour un GRD bi-régional. Il appartiendra, ensuite, au législateur de modifier, s'il le souhaite, ces lignes directrices pour la période tarifaire suivante, à savoir la période tarifaire 2017-2022. Vu les demandes exprimées en la matière, celles-ci devront donc faire l'objet de travaux ultérieurs.

Ceci implique que les dispositions fédérales susmentionnées moyennant les adaptations apportées par le présent amendement en vue de leurs compatibilités avec le cadre wallon, seront d'application jusqu'au jour de l'entrée en vigueur d'un nouveau régime complet adopté, le cas échéant, par le Gouvernement wallon. Il en est de même en ce qui concerne les lignes directrices applicables. En effet, les lignes directrices ' en vigueur ' sont donc soit les lignes directrices des lois électricité et gaz validées par la Cour constitutionnelle dans son arrêt du 7 août 2013 n° 117/2013, que la Région wallonne s'est appropriées au moyen de l'article 1^{er} du présent avant-projet de décret tarifaire, soit les nouvelles lignes directrices wallonnes adoptées, le cas échéant, par le Parlement wallon et remplaçant l'article 1^{er} du projet de décret tarifaire.

Aussi, ce transfert de compétence se fait dans le respect des directives européennes applicables. Le Troisième Paquet Energie renforce l'indépendance des autorités de régulation mais aussi les pouvoirs de celles-ci. Les dispositions relatives à l'approbation des tarifs par l'autorité de régulation sont inscrites à l'article 37 de la directive 2009/72. Conformément à l'article 37, (1), a), ' L'autorité de régulation est investie des missions suivantes: (a) fixer ou approuver, selon des critères transparents, les tarifs de transport ou de distribution ou leurs méthodes de calcul (...) '. Par ailleurs, en vertu de l'article 37, (6), a), ' Les autorités de régulation se chargent de fixer ou d'approuver, suffisamment à l'avance avant leur entrée en vigueur, au moins les méthodes utilisées pour calculer ou établir: (a) les conditions de raccordement et d'accès aux réseaux nationaux, y compris les tarifs de transport et de distribution ou leurs méthodes '.

En outre, l'article 35, (4), de la directive 2009/72 dispose que :

' Les Etats membres garantissent l'indépendance de l'autorité de régulation et veillent à ce qu'elle exerce ses compétences de manière impartiale et transparente. À cet effet, les Etats membres veillent à ce que, dans l'exécution des tâches de régulation qui lui sont conférées par la présente directive et la législation connexe :

a) l'autorité de régulation soit juridiquement distincte et fonctionnellement indépendante de toute autre entité publique ou privée;

b) l'autorité de régulation veille à ce que son personnel et les personnes chargées de sa gestion :

i) agissent indépendamment de tout intérêt commercial; et ii) ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions directes d'aucun gouvernement ou autre entité publique ou privée dans l'exécution des tâches de régulation. Cette exigence est sans préjudice d'une étroite concertation, le cas échéant, avec les autres autorités nationales concernées ou d'orientations générales édictées par le gouvernement qui ne concernent pas les missions et compétences de régulation visées à l'article 37 '. (Nous soulignons).

Ces textes ont fait l'objet de notes interprétatives de la Commission européenne. A cette occasion, la Commission souligne que les décisions de l'autorité de régulation doivent être autonomes et directement contraignantes :

' [...] This is contrary to the provisions of the new Electricity and Gas Directives, which unequivocally establish that the NRA must be able to take decisions autonomously and that its decisions are directly binding '.

Toutefois, la Commission précise l'exécutif pourra dresser des lignes de conduites de politique générale dont le régulateur devra tenir compte dans l'exercice de sa compétence propre. Ainsi :

' The core duties of the NRA as regards network tariffs do not deprive the Member State of the possibility to issue general policy guidelines which ultimately will have to be translated by the NRA into the tariff structure and methodology. However, these guidelines should not encroach on the NRA's competences or infringe any of the requirements of the Electricity and Gas Directives and Regulations. Although a Member State could e.g. issue a general policy guideline with regard to attracting investments in renewables, the Commission's services would consider a rule setting the profit margin in the cost-plus tariff as a prohibited direct instruction to the NRA '.

En vertu de ces orientations, l'Etat membre peut édicter des lignes de conduite de politique générale dont le régulateur devra tenir compte dans l'exercice de sa compétence tarifaire, mais ces dernières ne peuvent avoir pour effet de priver le régulateur de l'exercice effectif et autonome de sa compétence propre en matière de fixation/d'approbation des tarifs/des méthodes de calcul.

En outre, il convient de relever que le passage suivant souligne la compétence non équivoque du régulateur pour prendre les décisions de manière autonome et directement contraignante :

' Under the second Electricity and Gas Directives, it was possible for the NRA to submit the tariff or the methodology for formal approval to the relevant body of the Member State and for the relevant body to approve or reject the draft NRA decision. This is contrary to the provisions of the new Electricity and Gas Directives, which unequivocally establish that the NRA must be able to take decisions autonomously and that its decisions are directly binding '.

Par ailleurs, le considérant 34 de la Directive établit en ce qui concerne l'indépendance du régulateur que :

' Pour garantir le bon fonctionnement du marché intérieur de l'électricité, il convient que les régulateurs de l'énergie soient en mesure de prendre des décisions concernant tous les aspects réglementaires pertinents et qu'ils disposent d'une indépendance totale par rapport aux autres intérêts publics ou privés. Ceci n'empêche ni l'exercice d'un contrôle juridictionnel, ni l'exercice d'un contrôle parlementaire conformément au droit constitutionnel des Etats membres '.

Ce considérant a été repris dans l'exposé des motifs de la loi électricité, en ce qui concerne l'établissement des lignes directrices, pour justifier la compétence du Parlement en la matière en réponse à une observation de la section législative du Conseil d'Etat (P45 doc. Parl. 53/1725). Cette motivation a, par la suite, été confirmée par la Cour constitutionnelle dans son arrêt du n° 117/2013 du 7 août 2013, au sujet des lignes directrices fédérales introduites dans la loi électricité, lesquelles ont été, sur la base de cette analyse, déclarées constitutionnelles.

En conclusion, l'article 35, (4), de la directive 2009/72/CE interdit au Gouvernement de donner des instructions à l'autorité de régulation nationale. Dans l'hypothèse où le Gouvernement souhaiterait émettre des lignes de politiques générales, celles-ci ne pourraient donc en aucun cas avoir trait aux matières faisant l'objet de la régulation conformément à l'article 37 de la même directive, à savoir la compétence tarifaire du régulateur. En revanche, conformément au considérant 34 de la directive, en lecture combinée avec la note interprétative de la Commission, et à la suite de l'arrêt n° 117/2013 du 7 août 2013 de la Cour constitutionnelle, des lignes directrices émanant du Parlement visant à donner des indications quant à la politique à suivre en matière d'énergie, mais n'ayant pas pour effet d'empiéter sur les compétences tarifaires du régulateur, peuvent être admises.

Pour ce qui relève de la méthodologie tarifaire pour la période 2015-2016, le présent amendement prévoit également la possibilité pour la CWaPE d'adopter une procédure *ad hoc*, en concertation avec les GRD, une procédure, laquelle devra néanmoins s'inscrire dans le respect des lignes directrices tarifaires fixées à l'article 12bis, § 5, de la loi électricité et à l'article 15/5ter, § 5, de la loi gaz, et des délais *ad hoc*. De la sorte, la CWaPE sera en mesure de déterminer, en concertation avec les GRD, une méthodologie tarifaire et approuver les tarifs proposés dès le 1^{er} janvier 2015. Cette méthodologie et ces tarifs seront applicables pour une période tarifaire réduite de deux ans, jusqu'au 31 décembre 2016, une période de deux ans étant nécessaire à l'élaboration des nouvelles méthodologies tarifaires et tarifs sur la base des articles 12bis, § 5, de la loi électricité et 15/5ter, § 5, de la loi gaz. Déjà à l'époque, la CREG, dans l'exercice de sa compétence tarifaire, avait souligné la nécessité d'avoir une période de deux ans pour adopter des nouvelles méthodologies tarifaires et tarifs sur la base des articles 12bis, § 5, de la loi électricité et 15/5ter, § 5, de la loi gaz. Ainsi, par exemple, dans la décision de la CREG n°(B)120510-CDC-646E/21 du 10 mai 2012 relative à la prolongation des tarifs des réseaux de distribution de la REGIE DE L'ELECTRICITE DE LA VILLE DE WAVRE pour les exercices 2013 et 2014, la CREG expose que :

' IV.1 Prolongation pour une période de 2 ans (2013-2014)

12. La CREG propose une prolongation des tarifs, et ce, pour une période de 2 ans, à savoir 2013 et 2014. Cette période est justifiée pour les raisons suivantes :

- suite à l'entrée en vigueur de la loi du 8 janvier 2012, la procédure d'élaboration d'une méthodologie tarifaire doit être de nouveau entièrement recommencée;

- partant du principe que cette procédure soit formellement lancée le 1^{er} mai 2012 et qu'une période de 12 mois est nécessaire pour organiser et mener à bien une concertation structurée, documentée et transparente, cela nous amène au 1^{er} mai 2013. En tenant compte des commentaires formulés dans le cadre de l'élaboration du projet précité de méthodologie tarifaire et de la demande de tous les gestionnaires de réseau de distribution de prolonger leurs tarifs, la CREG juge d'ailleurs improbable que tous ces gestionnaires de réseau (en application de l'article 12bis, § 2, troisième alinéa, et § 8, de la loi électricité) soient d'accord pour appliquer des délais de procédure réduits;

- les gestionnaires de réseau de distribution seraient alors informés immédiatement de la méthodologie tarifaire approuvée. A partir de cette date, les gestionnaires de réseau de distribution (conformément à l'article 12bis, § 4, de la loi électricité) disposeraient de 6 mois pour fournir une proposition tarifaire. Donc les gestionnaires de réseau de distribution devraient remettre leurs nouvelles propositions tarifaires à la CREG au plus tard pour le 1^{er} novembre 2013;

- pour que les tarifs soient approuvés le 1^{er} janvier 2014, la CREG disposerait, sur base du timing ci-dessus (et en tenant compte des dispositions de l'article 12bis, § 8, de la loi électricité), de moins de deux mois pour analyser ces propositions tarifaires et pour offrir les garanties imposées par la loi (notamment la fourniture d'une proposition tarifaire adaptée). Ce délai ne semble pas suffisant;

- or, l'article 12bis, § 5, 3^o, de la loi électricité fixe le début de la période régulatoire au 1^{er} janvier. Ceci signifie que les tarifs peuvent entrer en vigueur au plus tôt le 1^{er} janvier 2015 sur base d'une nouvelle méthodologie tarifaire, de sorte qu'une prolongation du tarif de deux ans - à savoir 2013 et 2014 - est nécessaire » (Doc. parl., Parlement wallon, 2013-2014, n° 1020/3, pp. 3 à 5).

Quant à la recevabilité du moyen

B.4. Le moyen unique est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, lus isolément ou en combinaison avec les articles 35, §§ 4 et 5, et 37 de la directive 2009/72/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et abrogeant la directive 2003/54/CE.

La CWaPE soutient qu'en imposant à l'autorité de régulation de considérer les charges de pension des agents sous statut public du gestionnaire de réseau comme des coûts non gérables, le législateur wallon lui impose une décision et porte atteinte à sa compétence en matière de fixation de la méthodologie tarifaire et à son indépendance par rapport à tout organe public ou privé. La disposition attaquée créerait de la sorte une différence de traitement discriminatoire à son égard par rapport aux autres autorités de régulation compétentes en matière d'établissement de la méthodologie tarifaire, en l'occurrence la CREG (Commission de régulation de l'électricité et du gaz), BRUGEL (Commission de régulation pour l'énergie en Région de Bruxelles-Capitale) et la VREG (Vlaamse Reguleringsinstantie voor de Elektriciteits- en Gasmarkt), celles-ci étant soumises à des normes de droit interne conformes à la directive européenne dès lors qu'elles ne sont pas soumises à une disposition équivalente et restent dès lors libres de la qualification qu'elles entendent donner aux charges de pensions des agents sous statut public.

La partie requérante soutient également qu'en opérant une distinction entre les coûts de pension liés au personnel statutaire et les coûts de pension liés au personnel contractuel, le législateur wallon créerait une différence de traitement non justifiée entre les gestionnaires de réseau selon qu'ils emploient du personnel statutaire ou du personnel contractuel. En effet, seuls les gestionnaires de réseau qui emploient du personnel statutaire pourront considérer comme non gérables les coûts liés aux charges de pension d'une partie ou même de tous les membres de leur personnel tandis que les gestionnaires de réseaux qui n'emploient que des travailleurs contractuels n'auront pas l'assurance de voir qualifier les coûts liés aux charges de pension de leurs travailleurs de non gérables, une telle qualification dépendant de la décision prise par la partie requérante.

B.5.1. D'après le Gouvernement wallon, le moyen unique serait irrecevable au motif que la violation du principe d'égalité et de non-discrimination garanti par les articles 10 et 11 de la Constitution serait invoquée de manière purement formelle. Ainsi, ce principe ne pourrait empêcher que, dans un Etat fédéral, les législateurs adoptent des réglementations différentes, selon les régions et communautés, dans les matières qui relèvent de leurs compétences. Quant à la discrimination dénoncée entre les gestionnaires de réseau selon le type de personnel qu'ils emploient, elle ne concernerait pas la situation de la partie requérante.

B.5.2. Comme le relève la partie requérante à l'appui de la recevabilité du recours, elle est l'organisme officiel de régulation des marchés de l'électricité et du gaz en Région wallonne au sens de la directive 2009/72/CE. Elle justifie à ce titre d'un intérêt à demander l'annulation d'une disposition qui, à son estime, ne transposerait pas correctement la directive précitée et qui, partant, pourrait la discriminer par rapport aux sujets de droit soumis à des lois qui seraient conformes à cette directive.

Quant à la discrimination alléguée que la disposition attaquée aurait pour effet d'instaurer entre les gestionnaires de réseau, dès lors que la partie requérante a un intérêt à introduire le recours en annulation, elle ne doit pas, en outre, justifier d'un intérêt au moyen qu'elle formule.

B.5.3. L'exception du Gouvernement wallon est rejetée.

Quant au fond

B.6.1. L'article 35, §§ 4 et 5, de la directive 2009/72/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et abrogeant la directive 2003/54/CE dispose :

« 4. Les Etats membres garantissent l'indépendance de l'autorité de régulation et veillent à ce qu'elle exerce ses compétences de manière impartiale et transparente. A cet effet, les Etats membres veillent à ce que, dans l'exécution des tâches de régulation qui lui sont conférées par la présente directive et la législation connexe :

a) l'autorité de régulation soit juridiquement distincte et fonctionnellement indépendante de toute autre entité publique ou privée;

b) l'autorité de régulation veille à ce que son personnel et les personnes chargées de sa gestion :

i) agissent indépendamment de tout intérêt commercial; et

ii) ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions directes d'aucun gouvernement ou autre entité publique ou privée dans l'exécution des tâches de régulation. Cette exigence est sans préjudice d'une étroite concertation, le cas échéant, avec les autres autorités nationales concernées ou d'orientations générales édictées par le gouvernement qui ne concernent pas les missions et compétences de régulation visées à l'article 37.

5. Afin de protéger l'indépendance de l'autorité de régulation, les Etats membres veillent notamment à ce que :

a) l'autorité de régulation puisse prendre des décisions de manière autonome, indépendamment de tout organe politique, bénéficie de crédits budgétaires annuels séparés et d'une autonomie dans l'exécution du budget alloué, et dispose de ressources humaines et financières suffisantes pour s'acquitter de ses obligations; et

b) les membres du conseil de l'autorité de régulation ou, en l'absence d'un conseil, les cadres supérieurs de l'autorité de régulation soient nommés pour une période déterminée comprise entre cinq et sept ans maximum, renouvelable une fois.

En ce qui concerne le premier alinéa, point b), les Etats membres assurent un système approprié de rotation pour le conseil ou les cadres supérieurs. Les membres du conseil ou, en l'absence d'un conseil, les cadres supérieurs ne peuvent être démis de leurs fonctions au cours de leur mandat que s'ils ne satisfont plus aux conditions fixées par le présent article ou ont commis une faute selon le droit national ».

Il ressort de l'exposé de la requête que seul le point 1. a) de l'article 37 de la directive est visé. Celui-ci dispose :

« 1. L'autorité de régulation est investie des missions suivantes :

a) fixer ou approuver, selon des critères transparents, les tarifs de transport ou de distribution ou leurs méthodes de calcul ».

B.6.2. L'indépendance fonctionnelle visée en B.6.1 fait l'objet du commentaire suivant dans les considérants de la directive 2009/72/CE :

« (33) La directive 2003/54/CE a instauré l'obligation pour les Etats membres d'établir des régulateurs dotés de compétences spécifiques. Pourtant, l'expérience montre que l'efficacité de la régulation est souvent entravée du fait que les régulateurs ne sont pas assez indépendants des pouvoirs publics et que leurs compétences et leur marge de manœuvre ne sont pas suffisantes. C'est la raison pour laquelle le Conseil européen des 8 et 9 mars 2007 a invité la Commission à élaborer des propositions législatives de nature à assurer une plus grande harmonisation des pouvoirs et le renforcement de l'indépendance des régulateurs nationaux de l'énergie. Il devrait être possible que ces autorités de régulation nationales couvrent tant le secteur de l'électricité que celui du gaz.

(34) Pour garantir le bon fonctionnement du marché intérieur de l'électricité, il convient que les régulateurs de l'énergie soient en mesure de prendre des décisions concernant tous les aspects réglementaires pertinents et qu'ils disposent d'une indépendance totale par rapport aux autres intérêts publics ou privés. Ceci n'empêche ni l'exercice d'un contrôle juridictionnel, ni l'exercice d'un contrôle parlementaire conformément au droit constitutionnel des Etats membres. Par ailleurs, le fait que le budget du régulateur soit approuvé par le législateur national ne fait pas obstacle à l'autonomie budgétaire. Il convient que les dispositions relatives à l'autonomie de l'autorité de régulation en ce qui concerne la mise en œuvre du budget qui lui est alloué soient appliquées dans le cadre défini par la législation et la réglementation budgétaires nationales. Tout en contribuant par un système approprié de rotation à l'indépendance de l'autorité de régulation nationale à l'égard de tout intérêt économique ou politique, il convient que les Etats membres puissent tenir dûment compte de la disponibilité en ressources humaines et de la taille du conseil ».

B.7. La Commission européenne a adopté, le 22 janvier 2010, une note interprétative relative aux autorités de régulation visées par les directives 2009/72/CE et 2009/73/CE dans laquelle elle précise ce qui suit :

« En vertu des deuxièmes directives sur l'électricité et le gaz, l'autorité de régulation nationale pouvait soumettre les tarifs ou la méthode à l'approbation formelle de l'instance compétente de l'Etat membre et l'instance compétente pouvait approuver ou rejeter le projet de décision de l'autorité de régulation nationale. C'est contraire aux dispositions des nouvelles directives sur l'électricité et le gaz qui disposent sans équivoque que l'autorité de régulation nationale doit être à même de prendre des décisions de manière autonome et que ses décisions sont directement obligatoires.

Par conséquent, il appartient désormais à la seule autorité de régulation nationale de fixer ou d'approuver soit le tarif de réseau soit la méthode de tarification sur le réseau. Ces nouvelles dispositions donnent aux Etats membres quatre choix dans la manière de fixer les tarifs en matière d'accès au réseau et de services d'ajustement : l'autorité de régulation nationale fixe les tarifs, elle établit la méthode, elle approuve les tarifs ou elle approuve la méthode. Le considérant 36 de la directive sur l'électricité et le considérant 32 de la directive sur le gaz mentionnent que l'autorité de régulation nationale fixera ou approuvera les tarifs ou les méthodes sur la base d'une proposition du gestionnaire de réseau de transport ou du ou des gestionnaires de réseau de distribution ou du ou des gestionnaires d'installation de gaz naturel liquéfié (GNL), ou sur la base d'une proposition agréée par ces gestionnaires et les utilisateurs du réseau. Cela signifie que l'autorité de régulation nationale a également le pouvoir de rejeter et d'amender une telle proposition. Si l'autorité de régulation nationale reçoit le pouvoir de décider de la méthode (en la fixant ou en l'approuvant), il incombe aux gestionnaires de réseau de transport de calculer les tarifs (qui doivent être en accord avec la méthode approuvée par l'autorité de régulation nationale).

Les tâches principales d'une autorité de régulation nationale en ce qui concerne les tarifs de réseau ne privent pas l'Etat membre de la possibilité d'émettre des lignes directrices de politique générale qui devront, à terme, être transposées dans la structure et la méthodologie tarifaire par l'autorité de régulation nationale. Cependant, ces lignes directrices ne doivent pas empiéter sur les compétences de l'autorité de régulation nationale ni violer aucune des exigences prévues par les directives sur l'électricité et le gaz et les législations en la matière. Bien qu'un Etat membre puisse par exemple adopter une ligne directrice de politique générale visant à attirer des investissements dans les sources d'énergie renouvelables, les services de la Commission considéreront qu'une règle intégrant la marge de profit dans le tarif 'cost plus' constitue une instruction directe interdite à l'encontre de l'autorité de régulation nationale » (traduction libre) (Interpretative note on directive 2009/72/EC concerning common rules for the internal market in electricity and directive 2009/73/CE concerning common rules for the internal market in natural gas, The regulatory authorities, <http://ec.europa.eu>, pp. 13 et 14).

B.8. Comme le relève la partie requérante dans son mémoire, la qualification d'un coût comme « gérable » ou « non gérable » a un impact sur le sort de ce coût en matière de tarification.

Ainsi, les coûts gérables, qui concernent les coûts sur lesquels les gestionnaires de réseau exercent un contrôle direct, font partie du résultat comptable des gestionnaires de réseau et lui sont imputés. En revanche, les coûts non gérables, qui concernent les coûts sur lesquels les gestionnaires de réseau n'ont pas de contrôle direct, peuvent constituer une créance ou une dette à l'égard des clients et sont transférés aux comptes de régularisation du bilan du gestionnaire de réseau.

Il en résulte que la qualification d'un coût peut avoir une incidence sur les tarifs appliqués aux consommateurs finaux.

B.9.1. Il ressort de la disposition de la directive 2009/72/CE citée en B.6.1 et du commentaire et de la note interprétative cités en B.6.2 et B.7 que l'Union européenne a voulu réaliser l'indépendance fonctionnelle du régulateur national de l'énergie, en l'espèce pour le marché de l'électricité.

Cette indépendance lors de l'exercice des missions du régulateur est garantie non seulement vis-à-vis des acteurs du marché, mais aussi vis-à-vis de toutes les autorités.

B.9.2. L'exigence d'une indépendance fonctionnelle totale du régulateur national de l'énergie en ce qu'il doit être soustrait à toute influence extérieure est un élément essentiel au regard des objectifs de la directive précitée 2009/72/CE, parmi lesquels la réalisation d'un marché intérieur de l'énergie qui soit compétitif.

B.10.1. L'article 35, § 4, b), ii), de la directive 2009/72/CE prévoit qu'en dépit de l'indépendance fonctionnelle de principe du régulateur de l'énergie, les autorités nationales peuvent toujours fixer des « orientations générales » qui, de manière indirecte, leur permettent d'encadrer les décisions du régulateur quant à la politique à suivre.

B.10.2. Cependant, donner des « orientations générales » au régulateur n'est compatible que sous certaines conditions avec l'exigence d'une indépendance fonctionnelle totale d'un régulateur de l'énergie, énoncée par la directive 2009/72/CE. Ainsi, l'autorité nationale ne peut pas toucher à des décisions de régulation comme celle consistant à « fixer ou approuver, selon des critères transparents, les tarifs de transport ou de distribution ou leurs méthodes de calcul ».

B.10.3. Il découle de ce qui précède que les « orientations générales » ne sont conformes à l'objectif de la directive que si elles incitent seulement le régulateur national de l'énergie à tenir compte des objectifs poursuivis par l'autorité en matière de politique énergétique et de ses intérêts tels que la viabilité, la fiabilité, la durabilité du marché de l'énergie.

Il ressort néanmoins de la disposition de la directive précitée que l'autorité ne peut pas édicter de façon unilatérale le choix d'une qualification déterminée d'un coût préalable à la fixation du tarif à imposer et de sa méthodologie, étant donné que celui-ci relève de la compétence exclusive du régulateur indépendant de l'énergie.

B.11. Le législateur décretaal, en ce qu'il dispose, à l'article 14, § 2, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, tel qu'il a été inséré par la disposition attaquée, que les charges de pension des agents sous statut public du gestionnaire de réseau ou de sa filiale (ou sous-filiale) constituent des coûts non gérables, porte atteinte aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 35, § 4, b), ii), de la directive 2009/72/CE.

B.12. L'article 12, 2°, du décret de la Région wallonne du 11 avril 2014 « modifiant le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité » n'est donc pas compatible avec les articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison avec l'article 35, § 4, b), ii), de la directive 2009/72/CE et doit donc être annulé.

B.13. Il n'y a pas lieu d'examiner les autres griefs, ceux-ci ne pouvant conduire à une annulation plus étendue.

Par ces motifs,

la Cour,

annule l'article 12, 2°, du décret de la Région wallonne du 11 avril 2014 « modifiant le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité ».

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 25 mai 2016.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux

Le président,

J. Spreutels

GRONDWETTELIJK HOF

[2016/203068]

Uittreksel uit arrest nr. 71/2016 van 25 mei 2016

Rolnummer : 6118

In zake : het beroep tot vernietiging van artikel 12, 2°, van het decreet van het Waalse Gewest van 11 april 2014 tot wijziging van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, ingesteld door de Waalse Commissie voor Energie.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters J. Spreutels en E. De Groot, en de rechters L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul en F. Daoût, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter J. Spreutels,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 12 december 2014 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 16 december 2014, heeft de Waalse Commissie voor Energie, bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. E. Jacobowitz, advocaat bij de balie te Brussel, beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 12, 2°, van het decreet van het Waalse Gewest van 11 april 2014 tot wijziging van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 17 juni 2014, derde editie).

(...)

II. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van de bestreden bepaling en de situering ervan

B.1.1. De Waalse Commissie voor Energie (« Commission wallonne pour l'Energie », hierna : CWaPE), regulator van de elektriciteits- en gasmarkt in het Waalse Gewest, vordert de vernietiging van artikel 12, 2°, van het decreet van het Waalse Gewest van 11 april 2014 « tot wijziging van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt ».

B.1.2. Bij de bestreden bepaling wordt een paragraaf 2 in artikel 14 van het decreet van 12 april 2001 ingevoegd, dat voortaan luidt :

« § 1. Artikel 12bis van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt en artikel 15/5ter van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen, waar zij de rechten, verplichtingen en tarieven van de distributienetbeheerders beogen, blijven toepasselijk op het Waalse Gewest na de inwerkingtreding van de bijzondere wet van 6 januari 2014 met betrekking tot de Zesde Staatshervorming die de bevoegdheid betreffende de distributietarieven voor gas en elektriciteit aan de gewesten toewijst, onder voorbehoud van de volgende wijzigingen :

- 1° het woord ' commissie ' wordt vervangen door ' CWaPE ';
- 2° de woorden ' Kamer van volksvertegenwoordigers ' worden vervangen door de woorden ' Waals Parlement ';
- 3° in de eerste zin van paragraaf 2 worden de woorden ' Na overleg met de regionale regulatoren en ' opgeheven;
- 4° in paragraaf 14 worden de woorden ' het hof van beroep te Brussel ' vervangen door de woorden ' het hof van beroep te Luik '.

In afwijking van het eerste lid wordt de tariefmethodologie betreffende de periode 2015-2016 opgesteld volgens een *ad hoc* procedure, met inbegrip van de openbaarheid, die de toepasselijke richtlijnen in acht neemt en de redelijke termijn vastgesteld door de CWaPE na overleg met de distributienetbeheerders.

§ 2. De methodologie bepaalt de nadere regels voor de integratie en controle van de niet-beheersbare kosten bestaande uit de pensioenlasten van de personeelsleden onder openbaar statuut van de beheerder van het net of van de dochteronderneming of kleindochteronderneming die een gereguleerde activiteit van distributienetbeheer hebben verricht.

§ 3. De netbeheerder maakt elk jaar de tarieven bekend die geldig zijn op het net waarvoor hij aangewezen is, met inbegrip van de tarieven betreffende de ondersteunende diensten, zoals goedgekeurd door de CWaPE ».

Artikel 12bis van de wet van 29 april 1999 « betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt », zoals van toepassing in het Waalse Gewest, bepaalt :

« § 1. De aansluiting, het gebruik van de infrastructuren en de elektrische systemen en, desgevallend, de ondersteunende diensten van de distributienetbeheerders maken het voorwerp uit van tarieven voor het beheer van het distributienet, met uitzondering van de netten die een transmissiefunctie hebben en geregeld worden door artikel 12.

§ 2. Na gestructureerd, gedocumenteerd en transparant overleg met de distributienetbeheerders, werkt de CWaPE de tariefmethodologie uit die deze netbeheerders moeten gebruiken voor het opstellen van hun tariefvoorstellen.

De tariefmethodologie preciseert onder andere :

- (i) de definitie van de kostencategorieën die door de tarieven worden gedekt;
- (ii) [...];
- (iii) de regels van de evolutie na verloop van tijd van de kosten bedoeld in (i), met inbegrip van de methode voor de bepaling van de parameters die zijn opgenomen in de evolutieformule;
- (iv) de regels voor de toewijzing van de kosten aan de categorieën van netgebruikers;
- (v) de algemene tariefstructuur en de tariefdragers.

Het overleg met de distributienetbeheerders maakt het voorwerp uit van een akkoord tussen de CWaPE en deze beheerders. Bij gebrek aan een akkoord, wordt het overleg ten minste gehouden als volgt :

1° de CWaPE stuurt de oproeping voor de in het eerste lid bedoelde overlegvergaderingen naar de distributienetbeheerders, in de taal van de distributienetbeheerder, alsook de documentatie betreffende de agendapunten van deze vergaderingen binnen een redelijke termijn vóór de vergadering in kwestie. De oproeping vermeldt de plaats, de datum en het uur van de vergadering, alsook de punten van de dagorde;

2° na de vergadering stelt de CWaPE een ontwerp van proces [-]verbaal op van de vergadering waarin de argumenten worden opgenomen die naar voren werden gebracht door de verschillende partijen, alsook de vastgestelde punten waarover overeenstemming en waarover geen overeenstemming bestond [; zij zendt dat verslag] ter goedkeuring over aan de distributienetbeheerders binnen een redelijke termijn na de vergadering;

3° binnen een redelijke termijn na de ontvangst van het door de partijen goedgekeurde proces-verbaal van de CWaPE versturen de distributienetbeheerders, indien nodig nadat zij hierover overleg hebben gepleegd, naar de CWaPE hun formeel advies over de tariefmethodologie die het resultaat is van dit overleg, waarbij desgevallend de eventuele resterende punten waarover geen overeenstemming werd bereikt worden benadrukt, zowel ten aanzien van het voorstel van de CWaPE als onderling.

In afwijking van de voorgaande bepalingen, kan de tariefmethodologie worden opgesteld door de CWaPE volgens een vastgestelde procedure van gemeenschappelijk akkoord met de distributienetbeheerders op basis van een uitdrukkelijk, transparant en niet-discriminerend akkoord.

§ 3. De CWaPE deelt haar ontwerp van tariefmethodologie, het geheel van de stukken met betrekking tot het overleg met de distributienetbeheerders alsook alle documenten die zij noodzakelijk acht voor de motivering van haar beslissing met betrekking tot de tariefmethodologie mee aan het Waals Parlement, met inachtneming van de vertrouwelijkheid van de commercieel gevoelige informatie met betrekking tot de leveranciers of de netgebruikers, de persoonsgegevens en/of de gegevens waarvan de vertrouwelijkheid beschermd wordt krachtens bijzondere wetgeving.

De CWaPE publiceert op haar website de toepasselijke tariefmethodologie, het geheel van de stukken met betrekking tot het overleg met de distributienetbeheerders en alle documenten die zij nuttig acht voor de motivering van haar beslissing betreffende de tariefmethodologie, met inachtneming van de vertrouwelijkheid van commercieel gevoelige informatie betreffende leveranciers of netgebruikers, van persoonsgegevens en/of van gegevens waarvan de vertrouwelijkheid is beschermd krachtens bijzondere wetgeving.

§ 4. De tariefmethodologie die is vastgesteld krachtens § 3 en die van toepassing is op de vaststelling van het tariefvoorstel wordt meegedeeld aan de distributienetbeheerder ten laatste zes maanden vóór de datum waarop het tariefvoorstel moet worden ingediend bij de CWaPE. De [wijzigingen] moeten gemotiveerd worden.

Deze tariefmethodologie blijft van kracht gedurende de hele tariefperiode, met inbegrip van opmaak van de eindbalans die betrekking heeft op deze periode. Wijzigingen aangebracht aan de tariefmethodologie tijdens de periode, conform de bepalingen van § 2, zijn slechts van toepassing vanaf de volgende tariefperiode, behoudens uitdrukkelijk, transparant en niet-discriminerend akkoord tussen de CWaPE en de distributienetbeheerders.

§ 5. De CWaPE stelt de tariefmethodologie op met inachtneming van de volgende richtsnoeren :

1° de tariefmethodologie moet exhaustief en transparant zijn, teneinde het voor de distributienetbeheerders [...] mogelijk [te] maken om hun tariefvoorstellen op deze enkele basis op te stellen. Het bevat de elementen die verplicht moeten voorkomen in het tariefvoorstel. Het definieert rapporteringsmodellen die moeten worden gebruikt door de distributienetbeheerders;

2° de tariefmethodologie moet het mogelijk maken om op efficiënte wijze het geheel van de kosten te dekken die noodzakelijk of efficiënt zijn voor de uitvoering van de wettelijke of reglementaire verplichtingen die op de distributienetbeheerders rusten alsook voor de uitoefening van hun activiteiten;

3° de tariefmethodologie stelt het aantal jaren van de gereuleerde periode vast dat aanvangt op 1 januari. De jaarlijkse tarieven die hieruit voortvloeien worden bepaald met toepassing van de voor die periode toepasselijke tariefmethodologie;

4° de tariefmethodologie maakt de evenwichtige ontwikkeling van de distributienetten mogelijk, in overeenstemming met de verschillende investeringsplannen van de distributienetbeheerders, zoals deze in voorkomend geval zijn goedgekeurd door de bevoegde regionale overheden;

5° de eventuele criteria voor de verwerping van bepaalde kosten zijn niet-discriminerend en transparant;

6° de tarieven zijn niet-discriminerend en proportioneel. Zij nemen een transparante toewijzing van de kosten in acht;

7° de structuur van de tarieven bevordert het rationeel gebruik van energie en infrastructuur;

8° de verschillende tarieven worden gevormd op basis van een uniforme structuur op het grondgebied dat is aangesloten door de distributienetbeheerder. In geval van fusie van distributienetbeheerders, kunnen verschillende tarieven verder worden toegepast in elke geografische zone die is aangesloten door de voormalige distributienetbeheerders, om de door de fusie beoogde rationalisering mogelijk te maken;

9° de normale vergoeding van in de gereuleerde activa geïnvesteerde kapitalen moet de netbeheerder toelaten om de noodzakelijke investeringen voor de uitoefening van zijn opdrachten [te doen];

10° de nettokosten voor de openbare dienstverplichtingen die worden opgelegd door de wet, het decreet of de ordonnantie en hun uitvoeringsbesluiten, en die niet worden gefinancierd door belastingen, taksen, bijdragen en heffingen bedoeld in 11°, worden verrekend in de tarieven op een transparante en niet-discriminerende wijze overeenkomstig de toepasselijke wettelijke en reglementaire bepalingen;

11° de belastingen, taksen en bijdragen van alle aard en toeslagen die worden opgelegd door de wet, het decreet of de ordonnantie en hun uitvoeringsbesluiten worden automatisch toegevoegd aan de tarieven en binnen de termijnen die worden bepaald door de procedure van invoering en goedkeuring van de tarieven. De CWaPE kan deze kosten controleren in het licht van de toepasselijke wettelijke en reglementaire bepalingen;

12° de aankopen van goederen en diensten die verricht worden met inachtneming van de wetgeving inzake overheidsopdrachten worden verondersteld te zijn verricht aan de marktprijs, desgevallend onder voorbehoud van de beoordelingsbevoegdheid van de CWaPE;

13° de methodologie bepaalt de nadere regels voor de integratie en controle van de gestrande kosten bestaande uit de niet-gekapitaliseerde lasten voor het aanvullend pensioen of het pensioen van de publieke sector, die worden betaald aan personeelsleden die een gereuleerde elektriciteitsdistributieactiviteit hebben verricht, die verschuldigd zijn voor de jaren vóór de liberalisering krachtens statuten, collectieve arbeidsovereenkomsten of andere voldoende geformaliseerde overeenkomsten, die werden goedgekeurd vóór 30 april 1999, of die worden betaald aan hun rechthebbenden of vergoed aan hun werkgever door een distributienetbeheerder, die in de tarieven kunnen worden opgenomen;

14° voor de bepaling van de positieve of negatieve saldi waarvan zij de verdeling bepaalt voor de volgende gereuleerde periode, stelt de CWaPE de kosten vast bedoeld in 10°, 11° en 13° en de andere kosten dan deze bedoeld in § 2 (ii) van dit artikel die worden gerecupereerd of teruggegeven via de tarieven van de volgende periode;

15° Onder voorbehoud van de conformiteitscontrole van de CWaPE maken de tarieven het mogelijk voor de distributienetbeheerder wiens efficiëntie rond het marktgemiddelde ligt om de totaliteit van zijn kosten en een normale vergoeding van de kapitalen in te vorderen. Iedere controlemethode van de kosten die gebaseerd is op vergelijkende technieken moet rekening houden met de bestaande objectieve verschillen tussen de distributienetbeheerders die niet weggewerkt kunnen worden op initiatief van deze laatsten.

Iedere beslissing die gebruik maakt van vergelijkende technieken integreert kwalitatieve parameters en is gebaseerd op homogene, transparante, betrouwbare gegevens en gegevens die gepubliceerd zijn of integraal mededeelbaar zijn in de motivering van de beslissing van de CWaPE.

Eventuele vergelijkingen met andere netbeheerders moeten gemaakt worden tussen bedrijven met dezelfde activiteiten die werken in vergelijkbare omstandigheden;

16° de tarieven voor het gebruik van een distributienet, die van toepassing zijn op productie-eenheden, kunnen verschillen naargelang van de technologie van deze eenheden en hun datum van ingebruikname. Deze tarieven worden bepaald rekening houdend met ieder criterium dat door de CWaPE relevant wordt geacht, zoals een *benchmarking* met de buurlanden, teneinde 's lands bevoorradingszekerheid door een daling van de concurrentiekracht van de betrokken productie-eenheden niet in het gedrang te brengen. In het tariefvoorstel vergezeld van het budget bedoeld in § 8, motiveert de distributienetbeheerder dit onderscheid;

17° de productiviteitsinspanningen die eventueel aan de distributienetbeheerders worden opgelegd mogen op korte of op lange termijn de veiligheid van personen en goederen noch de continuïteit van de levering niet in het gedrang brengen;

18° de kruissubsidiëring tussen gereuleerde en niet-gereuleerde activiteiten is niet toegelaten;

19° de tarieven moedigen de distributienetbeheerders aan om de prestaties te verbeteren, de integratie van de markt en de bevoorradingszekerheid te bevorderen en aan onderzoek en ontwikkeling te doen die nodig zijn voor hun activiteiten, daarbij onder andere rekening houdend met hun investeringsplannen zoals, desgevallend, goedgekeurd door de bevoegde gewestelijke reguleringsoverheden;

20° de kosten bedoeld in de punten 10°, 11° en 13° en de andere kosten dan deze bedoeld in § 2 (ii) worden onderworpen noch aan beslissingen die gesteund zijn op methodes van vergelijking, noch aan een bevorderende regelgeving;

21° de tarieven strekken ertoe een juist evenwicht te bieden tussen de kwaliteit van de gepresteerde diensten en de prijzen die door de eindafnemers worden gedragen.

De CWaPE kan de kosten van de distributienetbeheerders in het licht van de toepasselijke wettelijke en reglementaire bepalingen controleren.

§ 6. De distributienetbeheerders stellen hun tariefvoorstellen op met inachtneming van de tariefmethodologie die werd opgesteld door de CWaPE en voeren deze in met inachtneming van de invoerings- en goedkeuringsprocedure voor de tarieven.

§ 7. De CWaPE onderzoekt het tariefvoorstel, beslist over de goedkeuring van deze en deelt haar gemotiveerde beslissing mee aan de distributienetbeheerder met inachtneming van de invoerings- en goedkeuringsprocedure voor de tarieven.

§ 8. De invoerings- en goedkeuringsprocedure voor de tariefvoorstellen maken het voorwerp uit van een akkoord tussen de CWaPE en de distributienetbeheerders. Bij gebrek aan een akkoord is de procedure als volgt :

1° de distributienetbeheerder dient binnen een redelijke termijn voor het einde van het laatste jaar van elke lopende gereguleerde periode zijn tariefvoorstel in, vergezeld van het budget, voor de volgende gereguleerde periode in de vorm van het rapporteringsmodel dat vastgesteld wordt door de CWaPE overeenkomstig § 5;

2° het tariefvoorstel, vergezeld van het budget, wordt per drager en tegen ontvangstbevestiging in drie exemplaren overgezonden aan de CWaPE. De distributienetbeheerder zendt eveneens een elektronische versie over op basis waarvan de CWaPE het tariefvoorstel, vergezeld van [het] budget, kan bewerken indien nodig;

3° binnen een redelijke termijn na de ontvangst van het tariefvoorstel, vergezeld van het budget, bevestigt de CWaPE aan de distributienetbeheerder per brief per drager met ontvangstbevestiging, evenals per e-mail, de volledigheid van het dossier of bezorgt zij hem een lijst van bijkomende inlichtingen die het moet verstrekken.

Binnen een redelijke termijn na ontvangst van de hierboven bedoelde brief waarin hem bijkomende inlichtingen werden gevraagd, verstrekt de distributienetbeheerder aan de CWaPE in drie exemplaren per brief per drager met ontvangstbevestiging deze inlichtingen. De distributienetbeheerder bezorgt eveneens een elektronische versie van de antwoorden en bijkomende gegevens aan de CWaPE;

4° binnen een redelijke termijn na ontvangst van het tariefvoorstel bedoeld in 2° of, in voorkomend geval, binnen een redelijke termijn na ontvangst van de antwoorden en de bijkomende inlichtingen van de distributienetbeheerder bedoeld in 3°, brengt de CWaPE de netbeheerder per brief per drager en tegen ontvangstbevestiging op de hoogte van haar beslissing tot goedkeuring of van haar ontwerp van beslissing tot weigering van het betrokken tariefvoorstel, vergezeld van het betrokken budget.

In haar ontwerp van beslissing tot weigering van het tariefvoorstel, vergezeld van het budget, geeft de CWaPE op gemotiveerde wijze aan welke punten de distributienetbeheerder moet aanpassen om een beslissing tot goedkeuring van de CWaPE te verkrijgen. De CWaPE heeft de bevoegdheid om aan de netbeheerder te vragen om zijn tariefvoorstel te wijzigen om ervoor te zorgen dat dit proportioneel is en op niet-discriminerende wijze wordt toegepast;

5° indien de CWaPE het tariefvoorstel, vergezeld van het budget, van de distributienetbeheerder afwijst in haar ontwerp van beslissing tot weigering van het tariefvoorstel, vergezeld van het budget, kan de beheerder binnen een redelijke termijn, na ontvangst van dit ontwerp van beslissing, zijn bezwaren hieromtrent meedelen aan de CWaPE.

Deze bezwaren worden per drager en tegen ontvangstbevestiging overhandigd aan de CWaPE, alsook onder elektronische vorm.

Op zijn verzoek wordt de distributienetbeheerder, binnen een redelijke termijn na ontvangst van het ontwerp van beslissing tot weigering van het tariefvoorstel, vergezeld van het budget, gehoord door de CWaPE.

Desgevallend, dient de distributienetbeheerder, binnen een redelijke termijn na ontvangst van het ontwerp van beslissing tot weigering van het tariefvoorstel, vergezeld van het budget, per drager en tegen ontvangstbevestiging in drie exemplaren, zijn aangepast tariefvoorstel, vergezeld van het budget, in bij de CWaPE. De distributienetbeheerder bezorgt eveneens een elektronische kopie aan de CWaPE.

Binnen een redelijke termijn na verzending door de CWaPE van het ontwerp van de beslissing tot weigering van het tariefvoorstel, vergezeld van het budget, of, in voorkomend geval, binnen een redelijke termijn na ontvangst van de bezwaren en het aangepaste tariefvoorstel, vergezeld van het budget, brengt de CWaPE de distributienetbeheerder per brief per drager en tegen ontvangstbevestiging, evenals elektronisch, op de hoogte van haar beslissing tot goedkeuring of weigering van het desgevallend aangepaste tariefvoorstel, vergezeld van het budget;

6° indien de distributienetbeheerder zijn verplichtingen niet nakomt binnen de termijnen zoals bepaald in de punten 1° tot 5°, of indien de CWaPE een beslissing heeft genomen tot weigering van het tariefvoorstel, vergezeld van het budget, of van het aangepaste tariefvoorstel, vergezeld van het aangepaste budget, zijn voorlopige tarieven van kracht tot alle bezwaren van de distributienetbeheerder of van de CWaPE zijn uitgeput of totdat over de twistpunten tussen de CWaPE en de distributienetbeheerder een akkoord wordt bereikt. De CWaPE is bevoegd om te besluiten tot passende compenserende maatregelen na overleg met de distributienetbeheerder indien de definitieve tarieven afwijken van de tijdelijke tarieven;

7° ingeval van overgang naar nieuwe diensten en/of aanpassing van bestaande diensten kan de distributienetbeheerder binnen de gereguleerde periode aan de CWaPE een geactualiseerd tariefvoorstel ter goedkeuring voorleggen. Dit geactualiseerd tariefvoorstel houdt rekening met het door de CWaPE goedgekeurde tariefvoorstel, zonder de integriteit van de bestaande tariefstructuur te wijzigen.

Het geactualiseerde voorstel wordt door de distributienetbeheerder ingediend en door de CWaPE behandeld overeenkomstig de geldende procedure, bedoeld in de voorafgaande punten 1° tot 6°, met dien verstande dat de bedoelde termijnen gehalveerd worden;

8° indien er zich tijdens een gereguleerde periode uitzonderlijke omstandigheden voordoen, onafhankelijk van de wil van de distributienetbeheerder, kan deze op elk ogenblik binnen de gereguleerde periode een gemotiveerde vraag tot herziening van zijn tariefvoorstel ter goedkeuring voorleggen aan de CWaPE wat de komende jaren van de gereguleerde periode betreft.

Het gemotiveerd verzoek tot herziening van het tariefvoorstel wordt door de distributienetbeheerder ingediend en door de CWaPE behandeld overeenkomstig de toepasselijke procedure bedoeld in de punten 1° tot 6°, met dien verstande dat de bedoelde termijnen gehalveerd worden;

9° de CWaPE past, onverminderd haar mogelijkheid om de kosten te controleren in het licht van de toepasselijke en reglementaire bepalingen, de tarieven van de distributienetbeheerders aan alle wijzigingen van de openbare dienstverplichtingen aan, onder andere gewestelijke, die op hem van toepassing zijn uiterlijk drie maanden na het overmaken door de distributienetbeheerders van dergelijk [e] wijzigingen. De distributienetbeheerders maken deze wijzigingen zo spoedig mogelijk over aan de CWaPE naar aanleiding van hun inwerkingtredingen;

10° de CWaPE publiceert op haar website, op een transparante wijze, de stand van zaken van de goedkeuringsprocedure van de tariefvoorstellen evenals, in voorkomend geval, de tariefvoorstellen die neergelegd worden door de netbeheerders.

§ 9. De CWaPE stelt een tariefmethodologie op en oefent haar tariefbevoegdheid uit om aldus een stabiele en voorzienbare regulering te bevorderen die bijdraagt tot de goede werking van de vrijgemaakte markt en die de financiële markt in staat stelt om met een redelijke zekerheid de waarde van de distributienetbeheerders te bepalen. Ze waakt over het behoud van de continuïteit van de beslissingen die zij heeft genomen in de loop van de voorgaande gereguleerde periodes, onder andere inzake de waardering van de gereguleerde activa.

§ 10. De CWaPE oefent haar tariefbevoegdheid uit rekening houdend met het algemene energiebeleid zoals gedefinieerd in de Europese, federale en gewestelijke wet- en regelgeving.

§ 11. Omwille van de transparantie in de doorberekening van de kosten aan de eindafnemers worden de verschillende elementen van het nettatarief onderscheiden op de factuur, met name wat de openbare dienstverplichtingen en hun inhoud betreft.

§ 12. De boekhouding van de distributienetbeheerders wordt gehouden volgens een uniform analytisch boekhoudkundig plan per activiteit dat wordt opgesteld op voorstel van een of meerdere distributienetbeheerders die minstens vijfenzeventig procent van de bedrijven die dezelfde activiteit uitoefenen vertegenwoordigen en dat wordt goedgekeurd door de CWaPE of dat, bij gebrek aan een voorstel vóór 1 oktober 2011, wordt opgesteld door de CWaPE na overleg met de distributienetbeheerders.

§ 13. De CWaPE publiceert en bewaart de tarieven en hun motivering binnen drie werkdagen na hun goedkeuring op haar website, met inachtneming van de vertrouwelijkheid van commercieel gevoelige informatie betreffende leveranciers of netgebruikers, van persoonsgegevens en/of van gegevens waarvan de vertrouwelijkheid is beschermd krachtens specifieke regelgevingen.

De distributienetbeheerders delen zo spoedig mogelijk aan de gebruikers van hun netten de tarieven mede die zij moeten toepassen en stellen deze ter beschikking van alle personen die hierom verzoeken. Zij publiceren die tevens zo spoedig mogelijk op hun website, samen met een berekeningsmodule die de praktische toepassing van de tarieven preciseert. De toegepaste tarieven mogen geen terugwerkende kracht hebben.

§ 14. Tegen de door de CWaPE vastgestelde tariefmethodologie alsook tegen de door haar genomen beslissingen in uitvoering van deze tariefmethodologie, kan een beroep worden ingesteld door elke persoon die een belang aantoonst bij het hof van beroep te Luik met toepassing van artikel 29bis.

Zulk beroep kan onder andere worden ingesteld indien :

- de beslissing van de CWaPE de richtsnoeren bedoeld in dit artikel niet in acht neemt;
- de beslissing van de CWaPE niet in overeenstemming is met het algemene energiebeleid, zoals gedefinieerd in de Europese, federale en gewestelijke wet- en regelgeving;
- de beslissing van de CWaPE niet de noodzakelijke middelen waarborgt voor de realisatie van de investeringen van de distributienetbeheerders of de uitvoering van hun wettelijke opdrachten ».

Artikel 15/5ter van de wet van 12 april 1965 « betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen » waarnaar het in het geding zijnde artikel 14 eveneens verwijst, is opgesteld in soortgelijke bewoordingen met betrekking tot de gasdistributie.

B.2. Vóór de bij de bijzondere wet van 6 januari 2014 met betrekking tot de Zesde Staatshervorming (*Belgisch Staatsblad*, 31 januari 2014) doorgevoerde hervorming werd de aangelegenheid van de tarieven voor de distributie van elektriciteit en gas geregeld door de federale wetgever, *in casu* bij de voormelde wetten van 29 april 1999 en van 12 april 1965.

Sedert 1 juli 2014, datum van inwerkingtreding van de bijzondere wet van 6 januari 2014, zijn de gewesten bevoegd voor de gewestelijke aspecten van de energie, krachtens artikel 6, § 1, VII, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, zoals gewijzigd bij artikel 19 van die bijzondere wet van 6 januari 2014. De gewestelijke aspecten van de energie omvatten :

« a) De distributie en het plaatselijke vervoer van elektriciteit door middel van netten waarvan de nominale spanning lager is dan of gelijk is aan 70 000 volt, met inbegrip van de distributienettarieven voor elektriciteit, met uitzondering van de tarieven van de netten die een transmissiefunctie hebben en die uitgebaat worden door dezelfde beheerder als het transmissienet;

b) De openbare gasdistributie, met inbegrip van de nettarieven voor de openbare distributie van gas, met uitzondering van de tarieven van de netwerken die ook een aardgasvervoersfunctie hebben en die worden uitgebaat door dezelfde beheerder als het aardgasvervoersnet;

[...] ».

B.3.1. De context en de door het Waalse Gewest nagestreefde doelstellingen bij het aannemen van het in het geding zijnde decreet van 11 april 2014 werden in de parlementaire voorbereiding als volgt voorgesteld :

« In juli 2008 werd het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt (hierna ' *Elektriciteitsdecreet* ' genaamd) grondig aangepast. Die aanpassing werd doorgevoerd rekening houdend met de nieuwe richtsnoeren van de destijds ontworpen richtlijn 2009/72/EG. Die richtlijn werd officieel aangenomen op 13 juli 2009. Sommige bepalingen moeten nog worden aangepast om volledig in overeenstemming te zijn met het voorschrift van de richtlijn 2009/72/EG en om de werking van de elektriciteitsmarkt te verbeteren.

De voornaamste aanpassingen, die het voorwerp van deze nota en van het bijgevoegde voorontwerp van decreet uitmaken, hebben betrekking op :

- het verbeteren van de bescherming van de eindafnemers en van de maatregelen van sociale bescherming;
- het verbeteren van de werking van de vrijgemaakte markt en van de integratie van de decentrale productie;
- het versterken van de bevoegdheden en van de onafhankelijkheid van de regulator.

Energie is een bevoegdheid die tussen de federale Staat en de gewesten wordt verdeeld. De in het decreet aangebrachte wijzigingen beperken zich tot de aspecten die inzake energie tot de bevoegdheid van de Gewesten behoren (distributie en gewestelijk vervoer - spanning lager dan of gelijk aan 70 000 volt - nieuwe energiebronnen, behalve kernenergie - rationeel energieverbruik). Ingevolge het aannemen van de bijzondere wet van 6 januari 2014 met betrekking tot de Zesde Staatshervorming zal de overdracht van de tariefbevoegdheid inzake gas- en elektriciteitsdistributie uitwerking hebben op 1 juli 2014. Ingevolge die bevoegdheidsoverdracht zal de tariefmethodologie door de CWaPE kunnen worden goedgekeurd in overleg met de distributienetbeheerders, met inachtneming van het ontwerp van tariefdecreet dat in eerste lezing op de vergadering van 16 januari laatstleden is aangenomen. De tariefbepalingen worden dus opgenomen in dat tariefdecreet en vullen dus de bepalingen van het onderhavige decreet aan wat de bevoegdheid inzake de goedkeuring van de distributietarieven betreft » (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2013-2014, nr. 1020/1, p. 2).

Wat meer in het bijzonder het doel van het versterken van de bevoegdheden en van de onafhankelijkheid van de regulerende instantie betreft, heeft de Waalse decreetgever het volgende eraan toegevoegd :

« Teneinde zich te voegen naar het voorschrift van de richtlijn 2009/72/EG ter zake, versterkt het onderhavige ontwerp van decreet de regulator van die markt op Waals niveau, namelijk de Waalse Commissie voor Energie (' *Commission wallonne pour l'Energie* ', ' CWaPE ' genaamd).

Die versterking geschiedt op drie niveaus :

- vergroting van de onafhankelijkheid van de CWaPE;
- uitbreiding van de bevoegdheden en middelen van de CWaPE;
- samenwerking van de CWaPE met de andere gewestelijke en federale regulators van de elektriciteits- en gasmarkt, de Belgische regulerende instanties, het Agentschap voor de samenwerking tussen energieregulators (hierna : ' *ACER* ') en de Europese Commissie » (*ibid.*, p. 5).

B.3.2. Het bestreden artikel 12, 2°, van het decreet van 11 april 2014 werd ingevoerd bij een amendement nr. 4 dat als volgt werd verantwoord :

« De bij dit amendement ingevoegde of gewijzigde bepalingen strekken ertoe snel het nieuwe wettelijk kader in te voeren teneinde het de CWaPE mogelijk te maken haar nieuwe tariefmethodologie aan te nemen zodat nieuwe tarieven op 1 januari 2015 in werking kunnen treden.

In dit amendement wordt verwezen naar artikel 12*bis* van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt (hierna : ' Elektriciteitswet ') en artikel 15/5*ter* van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen (hierna : ' Gaswet '), die betrekking hebben op de tariefmethodologie, op de ter zake toepasselijke richtsnoeren, alsook op de procedure waarbij de distributienet-beheerders de distributietarieven voorstellen en de bevoegde regulator ze goedkeurt, door ze over te nemen, teneinde het mogelijk te maken die beginselen en procedures op korte termijn in het Waalse Gewest toe te passen om, op het ogenblik van de overdracht van de tariefbevoegdheid naar de CWaPE, een continuïteit in de tarieven en een juridische leesbaarheid te waarborgen in afwachting van het aannemen van een volledig kader op Waals niveau.

Die bepalingen maken het aldus mogelijk de continuïteit in de tarieven te waarborgen, een effectieve bevoegdheidsoverdracht vanaf 1 juli 2014 naar de CWaPE en naar het Waalse Gewest te waarborgen, alsook het Waals Parlement de tijd te geven om nieuwe tariefrichtsnoeren en/of algemene beleidsrichtsnoeren voor de periode na 2016 aan te nemen. Bij gebrek aan een dergelijk amendement zullen de CWaPE en het Waalse Gewest op het ogenblik van de bevoegdheidsoverdracht op 1 juli 2014 de bevoegdheid inzake distributietarieven die overeenkomstig de bijzondere wet van 6 januari 2014 met betrekking tot de Zesde Staatshervorming op hen rust, immers niet daadwerkelijk kunnen uitoefenen. Artikel 94, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen bepaalt in dat verband :

' Onverminderd het bepaalde in artikel 83, § 2 en 3, blijven de overheden die door de wetten en verordeningen met bevoegdheden belast zijn die onder de Gemeenschappen en de Gewesten ressorteren, die bevoegdheden uitoefenen volgens de procedures door de bestaande regels bepaald, zolang hun Parlementen en hun Regeringen die regels niet hebben gewijzigd of opgeheven '.

Daarom worden in dit amendement, in afwachting van het aannemen van een volledig Waals kader, richtsnoeren die voortvloeien uit de federale wet en procedures voor het aannemen van de tariefmethodologieën en de tarieven opgenomen, en wordt dus in de toepassing ervan voorzien, in het Waalse recht. De CWaPE en de distributienet-beheerders zullen dus wel naar die artikelen van de federale Elektriciteits- en Gaswet moeten verwijzen om de volgende tariefmethodologieën vast te stellen, waarbij met name rekening zal moeten worden gehouden met de federale richtsnoeren die door het Grondwettelijk Hof in zijn arrest nr. 117/2013 van 7 augustus 2013 geldig zijn verklaard, alsook voor de procedure om tariefvoorstellen in te dienen en goed te keuren. Daarenboven zal de CWaPE, in het kader van de tariefmethodologie, op pragmatische wijze de door een andere regulator voor een biregionale distributienetbeheerder goedgekeurde tarieven kunnen aanvaarden. Vervolgens zal het aan de wetgever staan die richtsnoeren voor de volgende tariefperiode, namelijk de tariefperiode 2017-2022, te wijzigen indien hij dat wenst. Gezien de verzoeken die ter zake zijn geuit, zullen die dus het voorwerp van latere werkzaamheden moeten uitmaken.

Zulks houdt in dat de voormelde federale bepalingen, met de aanpassingen die bij dit amendement zijn aangebracht met het oog op de bestaanbaarheid ervan met het Waalse kader, van toepassing zullen zijn tot de dag van de inwerkingtreding van een nieuwe algehele regeling, in voorkomend geval aangenomen door de Waalse Regering. Hetzelfde geldt met betrekking tot de van toepassing zijnde richtsnoeren. De ' van kracht zijnde ' richtsnoeren zijn immers dus ofwel de richtsnoeren van de Elektriciteits- en Gaswet die door het Grondwettelijk Hof in zijn arrest nr. 117/2013 van 7 augustus 2013 geldig zijn verklaard, en die het Waalse Gewest heeft overgenomen via artikel 1 van het onderhavige voorontwerp van tariefdecreet, ofwel de nieuwe Waalse richtsnoeren, in voorkomend geval aangenomen door het Waals Parlement, die artikel 1 van het ontwerp van tariefdecreet vervangen.

Die bevoegdheidsoverdracht geschiedt ook met inachtneming van de van toepassing zijnde Europese richtlijnen. Het derde energiepakket versterkt de onafhankelijkheid van de regulerende instanties maar ook de bevoegdheden ervan. De bepalingen met betrekking tot de goedkeuring van de tarieven door de regulerende instantie zijn opgenomen in artikel 37 van de richtlijn 2009/72/EG. Overeenkomstig artikel 37, lid 1, a), ' [heeft] de regulerende instantie [...] de volgende taken : a) vaststellen of goedkeuren, volgens transparante criteria, van transmissie- of distributietarieven of de berekeningsmethodes hiervoor '. Daarenboven, krachtens artikel 37, lid 6, a), ' [zijn] de regulerende instanties [...] bevoegd voor de vaststelling of de voldoende ruim aan de inwerkingtreding voorafgaande goedkeuring van ten minste de methoden voor het berekenen of vastleggen van de voorwaarden inzake a) de aansluiting op en toegang tot nationale netten, inclusief de transmissie- en distributietarieven of de methode daarvoor '.

Bovendien bepaalt artikel 35, lid 4, van de richtlijn 2009/72/EG :

' De lidstaten waarborgen de onafhankelijkheid van de regulerende instantie en zorgen ervoor dat zij haar bevoegdheid op onpartijdige en transparante wijze uitoefent. Te dien einde waken de lidstaten erover dat de regulerende instantie, bij de uitvoering van de reguleringsstaken die haar bij deze richtlijn en de aanverwante wetgeving zijn opgelegd :

a) juridisch gescheiden en functioneel onafhankelijk is van enige andere publieke of particuliere entiteit;

b) ervoor zorgt dat haar personeel en de personen die belast zijn met haar beheer :

i) onafhankelijk zijn van marktbelangen, en

ii) bij het verrichten van de reguleringsstaken geen directe instructies verlangen of ontvangen van regeringen of andere publieke of particuliere entiteiten. Eventuele nauwe samenwerking met andere bevoegde nationale instanties of de toepassing van algemene beleidsrichtsnoeren van de overheid die geen verband houden met de in artikel 37 genoemde reguleringsstaken, worden door dit voorschrift onverlet gelaten '. (Wij onderstrepen dit.)

Die teksten hebben het voorwerp uitgemaakt van interpretatieve nota's van de Europese Commissie. Daarbij beklemtoont de Commissie dat de besluiten van de regulerende instantie zelfstandige en onmiddellijk bindende besluiten moeten zijn :

' [...] This is contrary to the provisions of the new Electricity and Gas Directives, which unequivocally establish that the NRA must be able to take decisions autonomously and that its decisions are directly binding '.

De Commissie preciseert evenwel dat de uitvoerende macht algemene beleidsrichtsnoeren zal kunnen opstellen waarmee de regulator rekening zal moeten houden bij de uitoefening van zijn eigen bevoegdheid. Aldus :

' The core duties of the NRA as regards network tariffs do not deprive the Member State of the possibility to issue general policy guidelines which ultimately will have to be translated by the NRA into the tariff structure and methodology. However, these guidelines should not encroach on the NRA's competences or infringe any of the requirements of the Electricity and Gas Directives and Regulations. Although a Member State could e.g. issue a general policy guideline with regard to attracting investments in renewables, the Commission's services would consider a rule setting the profit margin in the cost-plus tariff as a prohibited direct instruction to the NRA '.

Krachtens die richtsnoeren kan de lidstaat algemene beleidsrichtsnoeren uitvaardigen waarmee de regulator rekening zal moeten houden bij de uitoefening van zijn tariefbevoegdheid, maar die kunnen niet tot gevolg hebben dat aan de regulator de daadwerkelijke en zelfstandige uitoefening van zijn eigen bevoegdheid inzake de vaststelling/goedkeuring van de tarieven/berekeningsmethodes wordt ontzegd.

Bovendien moet worden opgemerkt dat in de volgende passage de ondubbelzinnige bevoegdheid van de regulator om zelfstandige en onmiddellijk bindende besluiten te nemen wordt beklemtoond :

' Under the second Electricity and Gas Directives, it was possible for the NRA to submit the tariff or the methodology for formal approval to the relevant body of the Member State and for the relevant body to approve or reject the draft NRA decision. This is contrary to the provisions of the new Electricity and Gas Directives, which unequivocally establish that the NRA must be able to take decisions autonomously and that its decisions are directly binding '.

Daarenboven wordt in overweging 34 van de richtlijn met betrekking tot de onafhankelijkheid van de regulator vastgesteld :

' Om de interne markt voor elektriciteit goed te laten functioneren, moeten de energieregulators besluiten kunnen nemen over alle relevante reguleringkwesties en moeten zij volledig onafhankelijk zijn van alle andere publieke of particuliere belangen. Dit sluit rechterlijke toetsing en parlementair toezicht overeenkomstig het constitutionele recht van de lidstaten niet uit '.

Die overweging is overgenomen in de memorie van toelichting bij de Elektriciteitswet, met betrekking tot het vaststellen van richtsnoeren, teneinde de bevoegdheid van het Parlement ter zake te verantwoorden in antwoord op een opmerking van de afdeling wetgeving van de Raad van State (*Parl. St.*, Kamer, 2010-2011, DOC 53-1725/001, p. 45). Die motivering werd later bevestigd door het Grondwettelijk Hof in zijn arrest nr. 117/2013 van 7 augustus 2013, met betrekking tot de in de Elektriciteitswet ingevoerde federale richtsnoeren die, op grond van die analyse, grondwettig werden verklaard.

Kortom, artikel 35, lid 4, van de richtlijn 2009/72/EG verbiedt de Regering om instructies aan de nationale regulerende instantie te geven. In het geval waarin de Regering algemene beleidslijnen zou willen formuleren, zouden die dus in geen geval betrekking mogen hebben op de aangelegenheden die overeenkomstig artikel 37 van dezelfde richtlijn het voorwerp van de regulering uitmaken, namelijk de tariefbevoegdheid van de regulator. Daarentegen, overeenkomstig overweging 34 van de richtlijn, in samenhang gelezen met de interpretatieve nota van de Commissie, en ingevolge het arrest nr. 117/2013 van 7 augustus 2013 van het Grondwettelijk Hof, kunnen richtsnoeren die uitgaan van het Parlement en die ertoe strekken aanwijzingen te geven over het beleid dat inzake energie moet worden gevolgd, maar die niet tot gevolg hebben dat inbreuk wordt gemaakt op de tariefbevoegdheden van de regulator, worden toegestaan.

Wat betreft de tariefmethodologie voor de periode 2015-2016, voorziet dit amendement ook in de mogelijkheid voor de CWaPE om een procedure *ad hoc* aan te nemen, in overleg met de distributienetbeheerders, procedure die evenwel zal moeten passen in het kader van de inachtneming van de in artikel 12*bis*, § 5, van de Elektriciteitswet en in artikel 15/5*ter*, § 5, van de Gaswet vastgestelde tariefrichtsnoeren en van de termijnen *ad hoc*. Aldus zal de CWaPE, in overleg met de distributienetbeheerders, een tariefmethodologie kunnen bepalen en de vanaf 1 januari 2015 voorgestelde tarieven kunnen goedkeuren. Die methodologie en die tarieven zullen van toepassing zijn voor een beperkte tariefperiode van twee jaar, tot 31 december 2016, aangezien een periode van twee jaar noodzakelijk is voor het opstellen van de nieuwe tariefmethodologieën en tarieven op grond van artikel 12*bis*, § 5, van de Elektriciteitswet en artikel 15/5*ter*, § 5, van de Gaswet. Bij de uitoefening van haar tariefbevoegdheid had de CREG destijds reeds beklemtoond dat een periode van twee jaar noodzakelijk was om nieuwe tariefmethodologieën en tarieven op grond van artikel 12*bis*, § 5, van de Elektriciteitswet en artikel 15/5*ter*, § 5, van de Gaswet aan te nemen. Aldus, bijvoorbeeld in de beslissing van de CREG nr. (B)120510-CDC-646E/21 van 10 mei 2012 betreffende de verlenging van de distributienettarieven van de ' REGIE DE L'ELECTRICITE DE LA VILLE DE WAVRE ' voor de boekjaren 2013 en 2014, zet de CREG uiteen :

' IV.1 Verlenging voor een periode van twee jaar (2013-2014)

12. De CREG stelt voor de tarieven te verlengen, en zulks voor een periode van twee jaar, namelijk 2013 en 2014. Die periode is om de volgende redenen verantwoord :

- ingevolge de inwerkingtreding van de wet van 8 januari 2012 dient de procedure tot het opstellen van een tariefmethodologie opnieuw volledig te worden overgedaan;

- ervan uitgaande dat die procedure formeel wordt opgestart op 1 mei 2012 en dat een periode van twaalf maanden noodzakelijk is om een gestructureerd, gedocumenteerd en transparant overleg te organiseren en tot een goed einde te brengen, brengt dat ons tot 1 mei 2013. Rekening houdend met de commentaar die in het kader van de uitwerking van het voormelde ontwerp van tariefmethodologie is geformuleerd en met het verzoek van alle distributienetbeheerders om hun tarieven te verlengen, acht de CREG het trouwens onwaarschijnlijk dat al die netbeheerders (met toepassing van artikel 12*bis*, § 2, derde lid, en § 8, van de Elektriciteitswet) het eens zijn om ingekorte proceduretermijnen toe te passen;

- de distributienetbeheerders zouden dan onmiddellijk op de hoogte worden gebracht van de goedgekeurde tariefmethodologie. Vanaf die datum zouden de distributienetbeheerders (overeenkomstig artikel 12*bis*, § 4, van de Elektriciteitswet) over zes maanden beschikken om een tariefvoorstel te bezorgen. De distributienetbeheerders zouden hun nieuwe tariefvoorstellen dus uiterlijk vóór 1 november 2013 aan de CREG moeten overhandigen;

- opdat de tarieven op 1 januari 2014 worden goedgekeurd, zou de CREG op grond van de timing hiervoor (en rekening houdend met de bepalingen van artikel 12*bis*, § 8, van de Elektriciteitswet) over minder dan twee maanden beschikken om die tariefvoorstellen te analyseren en om de bij de wet opgelegde waarborgen (met name het bezorgen van een aangepast tariefvoorstel) te bieden. Die termijn lijkt niet toereikend;

- bij artikel 12*bis*, § 5, 3^o, van de Elektriciteitswet wordt de aanvang van de gereguleerde periode eventueel op 1 januari vastgesteld. Dat betekent dat de tarieven ten vroegste op 1 januari 2015 in werking kunnen treden op grond van een nieuwe tariefmethodologie, zodat een verlenging van het tarief met twee jaar - namelijk 2013 en 2014 - noodzakelijk is ' » (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2013-2014, nr. 1020/3, pp. 3 tot 5).

Ten aanzien van de ontvankelijkheid van het middel

B.4. Het enige middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 35, leden 4 en 5, en 37 van de richtlijn 2009/72/EG van het Europees Parlement en de Raad van 13 juli 2009 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor elektriciteit en tot intrekking van Richtlijn 2003/54/EG.

De CWaPE voert aan dat de Waalse decreetgever, door de regulerende instantie de verplichting op te leggen de pensioenlasten van de personeelsleden onder openbaar statuut van de netbeheerder als niet-beheersbare kosten te beschouwen, haar een beslissing oplegt en afbreuk doet aan haar bevoegdheid inzake de vaststelling van de tariefmethodologie en aan haar onafhankelijkheid ten opzichte van elke publieke of particuliere instelling. De bestreden bepaling zou aldus te haren aanzien een discriminerend verschil in behandeling doen ontstaan ten opzichte van de andere regulerende instanties die inzake de vaststelling van de tariefmethodologie bevoegd zijn, *in casu* de CREG (Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas), BRUGEL (Reguleringscommissie voor Energie in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest) en de VREG (Vlaamse Reguleringsinstantie voor de Elektriciteits- en Gasmarkt), die aan internrechtelijke normen worden onderworpen die in overeenstemming zijn met de Europese richtlijn, aangezien zij niet aan een gelijkwaardige bepaling worden onderworpen en bijgevolg vrij blijven in de kwalificatie die zij aan de pensioenlasten van de personeelsleden onder openbaar statuut willen geven.

De verzoekende partij voert eveneens aan dat de Waalse decreetgever, door een onderscheid te maken tussen de pensioenkosten met betrekking tot het statutaire personeel en de pensioenkosten met betrekking tot het contractuele personeel, een onverantwoord verschil in behandeling tussen de netbeheerders zou doen ontstaan naargelang zij statutair of contractueel personeel tewerkstellen. Enkel de netbeheerders die statutair personeel tewerkstellen, zullen de kosten verbonden aan de pensioenlasten van een deel of zelfs alle leden van hun personeel immers als niet-beheersbaar kunnen beschouwen, terwijl de netbeheerders die enkel contractuele werknemers tewerkstellen, niet zeker ervan zullen zijn dat de kosten verbonden aan de pensioenlasten van hun werknemers als niet-beheersbaar worden aangemerkt, aangezien een dergelijke kwalificatie afhangt van de door de verzoekende partij genomen beslissing.

B.5.1. Volgens de Waalse Regering zou het enige middel onontvankelijk zijn om reden dat de schending van het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie gewaarborgd bij de artikelen 10 en 11 van de Grondwet op louter formele wijze zou worden aangevoerd. Aldus zou dat beginsel niet kunnen beletten dat, in een federale Staat, de wetgevers verschillende regelgevingen aannemen, naar gelang van de gewesten en gemeenschappen, in de aangelegenheden die tot hun bevoegdheden behoren. De aangeklaagde discriminatie tussen de netbeheerders volgens het soort van personeel dat zij tewerkstellen, zou geen betrekking hebben op de situatie van de verzoekende partij.

B.5.2. Zoals de verzoekende partij ter ondersteuning van de ontvankelijkheid van het beroep opmerkt, is zij de officiële regulator van de elektriciteits- en gasmarkt in het Waalse Gewest, in de zin van de richtlijn 2009/72/EG. In dat opzicht doet zij blijken van een belang bij het vorderen van de vernietiging van een bepaling die de voormelde richtlijn volgens haar niet correct zou omzetten en die haar bijgevolg zou kunnen discrimineren ten opzichte van de rechtssubjecten die zijn onderworpen aan wetten die wel in overeenstemming zouden zijn met die richtlijn.

Wat betreft de aangevoerde discriminatie die ten gevolge van de bestreden bepaling tussen de netbeheerders zou worden ingevoerd, dient de verzoekende partij, aangezien zij belang heeft bij het instellen van het beroep tot vernietiging, niet daarenboven te getuigen van een belang bij het middel.

B.5.3. De exceptie van de Waalse Regering wordt verworpen.

Ten gronde

B.6.1. Artikel 35, leden 4 en 5, van de richtlijn 2009/72/EG van het Europees Parlement en de Raad van 13 juli 2009 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor elektriciteit en tot intrekking van Richtlijn 2003/54/EG bepaalt :

« 4. De lidstaten waarborgen de onafhankelijkheid van de regulerende instantie en zorgen ervoor dat zij haar bevoegdheid op onpartijdige en transparante wijze uitoefent. Te dien einde waken de lidstaten erover dat de regulerende instantie, bij de uitvoering van de reguleringstaken die haar bij deze richtlijn en de aanverwante wetgeving zijn opgelegd :

a) juridisch gescheiden en functioneel onafhankelijk is van enige andere publieke of particuliere entiteit;

b) ervoor zorgt dat haar personeel en de personen die belast zijn met haar beheer :

i) onafhankelijk zijn van marktbelangen, en

ii) bij het verrichten van de reguleringstaken geen directe instructies verlangen of ontvangen van regeringen of andere publieke of particuliere entiteiten. Eventuele nauwe samenwerking met andere bevoegde nationale instanties of de toepassing van algemene beleidsrichtsnoeren van de overheid die geen verband houden met de in artikel 37 genoemde reguleringstaken, worden door dit voorschrift onverlet gelaten.

5. Om de onafhankelijkheid van de regulerende instantie te beschermen, waken de lidstaten er met name over dat :

a) de regulerende instantie zelfstandig besluiten kan nemen, onafhankelijk van enig politiek orgaan, afzonderlijke jaarlijkse begrotingstoewijzingen ontvangt, zodat zij over autonomie beschikt bij de uitvoering van de toegewezen begroting, en de adequate personele en financiële middelen heeft om haar taken uit te voeren, en

b) de leden van het bestuur van de regulerende instantie, of bij afwezigheid van een bestuur, de hogere leiding van de regulerende instantie, worden aangesteld voor een vaste termijn van vijf tot zeven jaar, die eenmaal kan worden verlengd.

In verband met punt b) van de eerste alinea, voorzien de lidstaten in een adequaat rouleringsschema voor het bestuur of de hogere leiding. De leden van het bestuur, of bij afwezigheid van een bestuur, de leden van de hogere leiding, mogen in die termijn uitsluitend van hun ambt worden ontheven als ze niet langer voldoen aan de in dit artikel omschreven voorwaarden of volgens de nationale wetgeving schuldig zijn geweest aan wangedrag ».

Uit de uiteenzetting van het verzoekschrift blijkt dat enkel lid 1, a), van artikel 37 van de richtlijn wordt beoogd. Het bepaalt :

« 1. De regulerende instantie heeft de volgende taken :

a) vaststellen of goedkeuren, volgens transparante criteria, van transmissie- of distributietarieven of de berekeningsmethodes hiervoor; ».

B.6.2. De in B.6.1 bedoelde functionele onafhankelijkheid wordt in de overwegingen bij de richtlijn 2009/72/EG toegelicht als volgt :

« (33) Bij Richtlijn 2003/54/EG is voor de lidstaten de eis ingevoerd om regulators met specifieke bevoegdheden op te zetten. De ervaring heeft echter uitgewezen dat de doeltreffendheid van regulering vaak wordt belemmerd door het gebrek aan onafhankelijkheid van de regulators van hun regeringen en door de ontoereikendheid van hun bevoegdheden en beslissingsmacht. Om deze reden heeft de Europese Raad in zijn bijeenkomst van 8 en 9 maart 2007 te Brussel de Commissie verzocht wetgevingsvoorstellen uit te werken om te zorgen voor een verdere harmonisering van de bevoegdheden en een grotere onafhankelijkheid van de nationale energieregulators. Deze nationale regulerende instanties kunnen bevoegd zijn voor zowel elektriciteit als gas.

(34) Om de interne markt voor elektriciteit goed te laten functioneren, moeten de energieregulators besluiten kunnen nemen over alle relevante reguleringskwesaties en moeten zij volledig onafhankelijk zijn van alle andere publieke of particuliere belangen. Dit sluit rechterlijke toetsing en parlementair toezicht overeenkomstig het constitutionele recht van de lidstaten niet uit. Bovendien is de goedkeuring van de begroting van de regulator door de nationale wetgever niet op te vatten als een belemmering van de begrotingsautonomie. De bepalingen met betrekking tot de autonomie bij de uitvoering van de toegewezen begroting van de regulerende instantie dienen te worden toegepast in het kader dat door de nationale wet- en regelgeving inzake begrotingszaken is vastgesteld. Bij het bijdragen aan de onafhankelijkheid van de nationale regulerende instantie van politieke of economische belangen via een adequaat rouleringsschema, moeten de lidstaten kunnen rekening houden met de beschikbaarheid van personeel en de omvang van het bestuur ».

B.7. Op 22 januari 2010 heeft de Europese Commissie een interpretatieve nota met betrekking tot de in de richtlijnen 2009/72/EG en 2009/73/EG bedoelde regulerende instanties aangenomen waarin zij het volgende preciseert :

« Krachtens de Tweede Elektriciteits- en Gasrichtlijn kon de nationale regulerende instantie de tarieven of de methodologie ter formele goedkeuring aan de bevoegde instantie van de lidstaat voorleggen en kon de bevoegde instantie de ontwerpbeslissing van de nationale regulerende instantie goedkeuren of verwerpen. Dit druist in tegen de bepalingen van de nieuwe Elektriciteits- en Gasrichtlijn waarin ondubbelzinnig wordt gesteld dat de nationale regulerende instantie in staat moet zijn zelfstandig besluiten te nemen en dat haar besluiten onmiddellijk bindend zijn.

Bijgevolg staat het voortaan enkel aan de nationale regulerende instantie om ofwel het nettatarief, ofwel de nettatariefmethodologie vast te stellen of goed te keuren. Die nieuwe bepalingen geven de lidstaten vier keuzes bij de wijze van tariefbepaling inzake nettoegang en balanceringsdiensten : de nationale regulerende instantie bepaalt de tarieven, zij stelt de methodologie vast, zij keurt de tarieven goed of zij keurt de methodologie goed. In overweging 36 van de Elektriciteitsrichtlijn en in overweging 32 van de Gasrichtlijn wordt vermeld dat de nationale regulerende instantie de tarieven of de methodologieën zal vaststellen of goedkeuren op basis van een voorstel van de transmissiesysteembeheerder(s) of van de distributiesysteembeheerder(s) of van de LNG-systeembeheerder(s), dan wel op basis van een voorstel dat is overeengekomen tussen die systeembeheerders en de gebruikers van het net. Zulks houdt in dat de nationale regulerende instantie ook de bevoegdheid heeft om een dergelijk voorstel te verwerpen en te wijzigen. Hoewel de nationale regulerende instantie de bevoegdheid krijgt om te beslissen over de methodologie (door ze te bepalen of door ze goed te keuren), komt het de transmissiesysteembeheerders toe om de tarieven te berekenen (die in overeenstemming moeten zijn met de door de nationale regulerende instantie goedgekeurde methodologie).

De voornaamste taken van een nationale regulerende instantie met betrekking tot de nettatarieven ontzeggen de lidstaat niet de mogelijkheid om algemene beleidsrichtsnoeren te formuleren die op termijn door de nationale regulerende instantie in de tariefstructuur en -methodologie zullen moeten worden omgezet. Die richtsnoeren mogen evenwel geen inbreuk maken op de bevoegdheden van de nationale regulerende instantie, noch een van de vereisten schenden waarin in de Elektriciteits- en Gasrichtlijn en de wetgevingen ter zake is voorzien. Hoewel een lidstaat bijvoorbeeld een algemeen beleidsrichtsnoer kan aannemen dat ertoe strekt investeringen in hernieuwbare energiebronnen aan te trekken, zullen de diensten van de Commissie van oordeel zijn dat een regel waarbij de winstmarge in het ' *cost plus* ' -tarief wordt opgenomen, een verboden directe instructie aan de nationale regulerende instantie uitmaakt » (vrije vertaling) (Interpretative note on directive 2009/72/EC concerning common rules for the internal market in electricity and directive 2009/73/EC concerning common rules for the internal market in natural gas, The regulatory authorities, <http://ec.europa.eu>, pp. 13 en 14).

B.8. Zoals de verzoekende partij in haar memorie opmerkt, heeft de kwalificatie van kosten als « beheersbaar » of « niet-beheersbaar » een weerslag op de behandeling van die kosten inzake tarifiering.

Aldus maken de beheersbare kosten, die betrekking hebben op de kosten waarover de netbeheerders een rechtstreekse controle uitoefenen, deel uit van het boekhoudkundig resultaat van de netbeheerders en worden zij daarbij gerekend. De niet-beheersbare kosten, die betrekking hebben op de kosten waarover de netbeheerders geen rechtstreekse controle hebben, kunnen daarentegen een schuldvordering of een schuld ten aanzien van de afnemers vormen en worden overgeboekt naar de overlopende rekeningen op de balans van de netbeheerder.

Daaruit vloeit voort dat de kwalificatie van kosten een weerslag kan hebben op de tarieven die op de eindverbruikers worden toegepast.

B.9.1. Uit de in B.6.1 aangehaalde bepaling van de richtlijn 2009/72/EG en uit de in B.6.2 en B.7 aangehaalde toelichting en interpretatieve nota blijkt dat de Europese Unie de functionele onafhankelijkheid van de nationale energieregulator, *in casu* voor de elektriciteitsmarkt, heeft willen bewerkstelligen.

Die onafhankelijkheid bij de uitvoering van de taken van de regulator wordt niet alleen ten opzichte van de marktspelers, maar ook ten aanzien van alle overheden gewaarborgd.

B.9.2. De vereiste van volledige functionele onafhankelijkheid van de nationale energieregulator in de zin dat hij niet onderhevig mag zijn aan enige beïnvloeding van buitenaf, is van wezenlijk belang voor het bereiken van de doelstellingen van de voormelde richtlijn 2009/72/EG waaronder de verwezenlijking van een competitieve interne energiemarkt.

B.10.1. Artikel 35, lid 4, b), ii), van de richtlijn 2009/72/EG bepaalt dat de nationale overheden, in weerwil van de principiële functionele onafhankelijkheid van de energieregulator, nog steeds « algemene beleidsrichtsnoeren » kunnen vaststellen, waarmee zij op onrechtstreekse wijze de beslissingen van de regulator beleidsmatig vermogen te sturen.

B.10.2. Het aan de regulator geven van « algemene beleidsrichtsnoeren » is evenwel slechts onder bepaalde voorwaarden verenigbaar met het in de richtlijn 2009/72/EG vervatte vereiste van volledige functionele onafhankelijkheid van een energieregulator. Zo vermag de nationale overheid niet te raken aan reguleringsbeslissingen zoals het « vaststellen of goedkeuren, volgens transparante criteria, van transmissie- of distributietarieven of de berekeningsmethodes hiervoor ».

B.10.3. Uit het voorgaande vloeit voort dat de « algemene beleidsrichtsnoeren » slechts in overeenstemming met de doelstelling van de richtlijn zijn indien zij de nationale energieregulator enkel aansporen om rekening te houden met de door de overheid nagestreefde energiebeleidsdoelstellingen en haar belangen zoals de betaalbaarheid, de betrouwbaarheid, de duurzaamheid van de energiemarkt.

Uit de voormelde richtlijn bepaling volgt dat de overheid de keuze voor een bepaalde kwalificatie van kosten voorafgaand aan de bepaling van het op te leggen tarief en de methodologie ervan niet eenzijdig kan vaststellen daar dit tot de exclusieve bevoegdheid van de onafhankelijke energieregulator behoort.

B.11. Doordat artikel 14, § 2, van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, zoals ingevoegd bij de bestreden bepaling, bepaalt dat de pensioenlasten van de personeelsleden onder openbaar statuut van de netbeheerder of haar (klein)dochteronderneming, niet-beheersbare kosten uitmaken, doet de decreetgever afbreuk aan zijn verplichtingen uit artikel 35, lid 4, b), ii), van de richtlijn 2009/72/EG.

B.12. Artikel 12, 2°, van het decreet van het Waalse Gewest van 11 april 2014 « tot wijziging van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt » is aldus niet bestaanbaar met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 35, lid 4, b), ii), van de richtlijn 2009/72/EG en dient te worden vernietigd.

B.13. Aangezien de overige grieven niet tot een ruimere vernietiging kunnen leiden, dienen zij niet te worden onderzocht.

Om die redenen,
het Hof

vernietigt artikel 12, 2°, van het decreet van het Waalse Gewest van 11 april 2014 « tot wijziging van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt ».

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 25 mei 2016.

De griffier,
P.-Y. Dutilleux

De voorzitter,
J. Spreutels

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2016/203068]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 71/2016 vom 25. Mai 2016

Geschäftsverzeichnisnummer 6118

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 12 Nr. 2, des Dekrets der Wallonischen Region vom 11. April 2014 zur Abänderung des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, erhoben von der Wallonischen Kommission für Energie.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten J. Spreutels und E. De Groot, und den Richtern L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul und F. Daoût, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Präsidenten J. Spreutels,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. *Gegenstand der Klage und Verfahren*

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 12. Dezember 2014 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 16. Dezember 2014 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die Wallonische Kommission für Energie, unterstützt und vertreten durch RA E. Jacobowitz, in Brüssel zugelassen, Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 12 Nr. 2, des Dekrets der Wallonischen Region vom 11. April 2014 zur Abänderung des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 17. Juni 2014, dritte Ausgabe).

(...)

II. *Rechtliche Würdigung*

(...)

In Bezug auf die angefochtene Bestimmung und deren Kontext

B.1.1. Die Wallonische Kommission für Energie («Commission wallonne pour l'Énergie», nachstehend: CWaPE), Regulierungsbehörde des Elektrizitäts- und Gasmarkts in der Wallonischen Region, beantragt die Nichtigerklärung von Artikel 12 Nr. 2 des Dekrets der Wallonischen Region vom 11. April 2014 « zur Abänderung des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts ».

B.1.2. Durch die angefochtene Bestimmung wird ein Paragraph 2 in Artikel 14 des Dekrets vom 12. April 2001 eingefügt, der nunmehr lautet:

«§ 1. Was die Rechte, Pflichten und Tarife der Betreiber von Verteilernetzen betrifft, gelten Artikel 12bis des Gesetzes vom 29. April 1999 über die Organisation des Elektrizitätsmarkts und Artikel 15/5ter des Gesetzes vom 12. April 1965 hinsichtlich des Transportes von gasförmigen Produkten durch Leitungen weiterhin für die Wallonische Region nach dem Inkrafttreten des Sondergesetzes vom 6. Januar 2014 über die Sechste Staatsreform, durch das die Befugnis betreffend die Tarife für die Gas- und Stromversorgung den Regionen zugeteilt wird, unter Vorbehalt folgender Abänderungen:

1° das Wort 'Kommission' wird durch 'CWaPE' ersetzt;

2° das Wort 'Abgeordnetenkammer' wird durch 'Wallonisches Parlament' ersetzt;

3° in § 2, erster Satz, wird die Wortfolge 'nach Absprache mit den regionalen Regulierungsbehörden' aufgehoben;

4° in § 14 wird 'Appellationshof von Brüssel' durch 'Appellationshof von Lüttich' ersetzt.

Abweichend von Absatz 1 wird die Tarifmethodik betreffend den Zeitraum 2015-2016 nach einem geeigneten Verfahren, einschließlich der Bekanntmachungsmaßnahmen, ausgearbeitet, das die gültigen Leitlinien beachtet, und vernünftige Fristen aufweist, die die CWaPE mit den Betreibern der Verteilernetze abspricht.

§ 2. Die Methodik bestimmt die Modalitäten für die Miteinbeziehung und Kontrolle der nicht zu verwaltenden Kosten, die in den Ruhegehaltsaufwendungen der unter öffentlichem Status befindlichen Bediensteten des Netzbetreibers oder der Tochtergesellschaft oder des Enkelunternehmens mit einer geregelten Aktivität der Betreuung eines Verteilernetzes bestehen.

§ 3. Jedes Jahr veröffentlicht der Netzbetreiber die geltenden Tarife für das Netz, für welches er bezeichnet worden ist, einschließlich der Tarife für Hilfsdienste, so wie sie von der CWaPE genehmigt worden sind».

Artikel 12bis des Gesetzes vom 29. April 1999 « über die Organisation des Elektrizitätsmarktes » in der in der Wallonischen Region anwendbaren Fassung bestimmt:

«§ 1. Für Anschluss, Nutzung der Infrastruktur und der elektrischen Systeme und gegebenenfalls Hilfsdienste der Verteilernetzbetreiber gelten Tarife für die Verwaltung des Verteilernetzes, Netze mit Übertragungsfunktion, die Artikel 12 unterliegen, ausgenommen.

§ 2. Nach strukturierter, dokumentierter und transparenter Konzertierung mit den Verteilernetzbetreibern arbeitet die CWaPE die Tariffestsetzungsmethode aus, die diese Betreiber für die Erstellung ihrer Tarifvorschläge anwenden müssen.

In der Tariffestsetzungsmethode ist unter anderem Folgendes genau angegeben:

- (i) Bestimmung der Kostenkategorien, die durch die Tarife abgedeckt werden,
- (ii) [...],
- (iii) Regeln in Bezug auf die Entwicklung der in Punkt (i) erwähnten Kostenkategorien im Laufe der Zeit einschließlich der Methode zur Bestimmung der Parameter, die in den Entwicklungsformeln enthalten sind,
- (iv) Regeln, wie die Kosten den Kategorien von Netzbenutzern zugewiesen werden,
- (v) allgemeine Tarifstruktur und Tarifbestandteile.

Über die Konzertierung mit den Verteilernetzbetreibern wird eine Vereinbarung zwischen der CWaPE und diesen Betreibern geschlossen. In Ermangelung einer Vereinbarung beinhaltet die Konzertierung zumindest Folgendes:

1. Die CWaPE sendet den Verteilernetzbetreibern in ihrer jeweiligen Sprache die Ladung zu den in Absatz 1 erwähnten Konzertierungssitzungen zusammen mit der Dokumentation zu den Tagesordnungspunkten dieser Sitzungen in angemessener Frist vor diesen Sitzungen zu. In der Ladung sind Ort, Datum und Uhrzeit der Sitzung und die Tagesordnungspunkte vermerkt.

2. Nach der Sitzung erstellt die CWaPE einen Entwurf des Sitzungsprotokolls mit den Argumenten, die die verschiedenen Parteien vorgebracht haben, und den Punkten, in denen Einigkeit beziehungsweise keine Einigkeit festgestellt werden konnte, den sie den Verteilernetzbetreibern in angemessener Frist nach der Sitzung zur Billigung zukommen lässt.

3. In angemessener Frist nach Erhalt des von den Parteien gebilligten Protokolls der CWaPE senden die Verteilernetzbetreiber, falls notwendig nach gemeinsamer Absprache, der CWaPE ihre förmliche Stellungnahme zu der aus dieser Konzertierung hervorgehenden Tariffestsetzungsmethode zu, wobei sie gegebenenfalls mögliche Punkte, in denen sowohl in Bezug auf den Vorschlag der CWaPE als auch untereinander noch keine Einigkeit erzielt wurde, hervorheben.

In Abweichung von den vorhergehenden Bestimmungen kann die CWaPE die Tariffestsetzungsmethode gemäß einem Verfahren ausarbeiten, das auf der Grundlage einer ausdrücklichen, transparenten und nichtdiskriminierenden Vereinbarung in gegenseitigem Einvernehmen mit den Verteilernetzbetreibern festgelegt wird.

§ 3. Die CWaPE lässt ihren Entwurf zur Tariffestsetzungsmethode, alle Schriftstücke in Bezug auf die Konzertierung mit den Verteilernetzbetreibern und alle Unterlagen, die sie für die Begründung ihrer Entscheidung in Bezug auf die Tariffestsetzungsmethode als notwendig erachtet, dem Wallonischen Parlament zukommen, wobei sie die Vertraulichkeit wirtschaftlich sensibler Informationen über die Versorger oder Netzbenutzer, personenbezogener Daten und/oder von Daten, deren Vertraulichkeit aufgrund spezifischer Rechtsvorschriften geschützt ist, wahrt.

Die CWaPE veröffentlicht auf ihrer Website die anwendbare Tariffestsetzungsmethode, alle Schriftstücke in Bezug auf die Konzertierung mit den Verteilernetzbetreibern und alle Unterlagen, die sie für die Begründung ihrer Entscheidung in Bezug auf die Tariffestsetzungsmethode als zweckdienlich erachtet, wobei sie die Vertraulichkeit wirtschaftlich sensibler Informationen über die Versorger oder Netzbenutzer, personenbezogener Daten und/oder von Daten, deren Vertraulichkeit aufgrund spezifischer Rechtsvorschriften geschützt ist, wahrt.

§ 4. Die aufgrund von § 3 festgelegte Tariffestsetzungsmethode, die auf die Erstellung des Tarifvorschlags anwendbar ist, wird dem Verteilernetzbetreiber spätestens sechs Monate vor dem Datum, an dem der Tarifvorschlag bei der CWaPE eingereicht werden muss, mitgeteilt. Änderungen müssen mit Gründen versehen werden.

Diese Tariffestsetzungsmethode bleibt während des gesamten Tarifzeitraums, so auch bei Erstellung der Schlussbilanz in Bezug auf diesen Zeitraum, in Kraft. Änderungen, die gemäß den Bestimmungen von § 2 während dieses Zeitraums an der Tariffestsetzungsmethode angebracht werden, sind erst ab dem nächsten Tarifzeitraum anwendbar, außer bei ausdrücklicher, transparenter und nichtdiskriminierender Vereinbarung zwischen der CWaPE und den Verteilernetzbetreibern.

§ 5. Die CWaPE arbeitet die Tariffestsetzungsmethode unter Einhaltung folgender Leitlinien aus:

1. Die Tariffestsetzungsmethode muss ausführlich und transparent sein, sodass die Verteilernetzbetreiber ihre Tarifvorschläge allein auf dieser Grundlage erstellen können. Sie enthält die Bestandteile, die unbedingt im Tarifvorschlag vorkommen müssen. Sie bestimmt die von den Verteilernetzbetreibern zu verwendenden Berichtsmuster.

2. Die Tariffestsetzungsmethode muss die effiziente Deckung aller Kosten ermöglichen, die für die Erfüllung der gesetzlichen oder verordnungsrechtlichen Verpflichtungen der Verteilernetzbetreiber und für die Ausübung ihrer Tätigkeiten erforderlich oder nützlich sind.

3. In der Tariffestsetzungsmethode wird die Anzahl Jahre des am 1. Januar beginnenden Regulierungszeitraums festgelegt. Die daraus hervorgehenden Jahrestarife werden in Anwendung der für diesen Zeitraum anwendbaren Tariffestsetzungsmethode festgelegt.

4. Die Tariffestsetzungsmethode ermöglicht die ausgewogene Entwicklung der Verteilernetze gemäß den verschiedenen Investitionsplänen der Verteilernetzbetreiber, so wie sie gegebenenfalls von den zuständigen Regionalbehörden gebilligt worden sind.

5. Mögliche Kriterien für den Ausschluss bestimmter Kosten sind nichtdiskriminierend und transparent.

6. Die Tarife sind nichtdiskriminierend und verhältnismäßig. Sie halten das Prinzip einer transparenten Kostenzuweisung ein.

7. Die Tarifstruktur fördert eine rationelle Nutzung der Energie und der Infrastruktur.

8. Die verschiedenen Tarife werden auf der Grundlage einer einheitlichen Struktur auf dem Gebiet, das aus dem Netz des Verteilernetzbetreibers versorgt wird, gestaltet. Im Falle einer Fusion zwischen Verteilernetzbetreibern können auf jedem geografischen Gebiet, das aus den Netzen der ehemaligen Verteilernetzbetreiber versorgt wird, weiterhin verschiedene Tarife angewandt werden, damit die mit der Fusion beabsichtigte Rationalisierung ermöglicht wird.

9. Die normale Verzinsung der in die regulierten Aktiva investierten Kapitalien muss es den Verteilernetzbetreibern ermöglichen, die für die Ausführung ihrer Aufträge erforderlichen Investitionen durchzuführen.

10. Die Nettokosten der Aufträge des öffentlichen Dienstes, die durch das Gesetz, das Dekret oder die Ordonnanz und ihre Ausführungserlasse auferlegt werden und nicht durch die in Nr. 11 erwähnten Steuern, Abgaben, Beiträge und Zuschläge finanziert werden, werden gemäß den anwendbaren Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen auf transparente und nichtdiskriminierende Weise in den Tarifen berücksichtigt.

11. Steuern, Abgaben und Beiträge jeglicher Art und durch das Gesetz, das Dekret oder die Ordonnanz und ihre Ausführungserlasse auferlegte Zuschläge werden automatisch und in den durch das Verfahren für die Einreichung und Genehmigung der Tarife vorgesehenen Fristen zu den Tarifen hinzugefügt. Die CWaPE kann diese Kosten auf der Grundlage der anwendbaren Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen kontrollieren.

12. Werden Güter und Dienstleistungen unter Einhaltung der Rechtsvorschriften über öffentliche Aufträge erworben, so wird davon ausgegangen, dass dieser Erwerb zum Marktpreis erfolgt, gegebenenfalls unter Vorbehalt der Ermessensbefugnis der CWaPE.

13. Die Methode legt die Modalitäten für Aufnahme und Kontrolle verlorener Kosten, die in die Tarife aufgenommen werden können, fest; diese verlorenen Kosten bestehen aus nicht kapitalisierten Aufwendungen für ergänzende Pensionen oder Pensionen des öffentlichen Sektors, die Bediensteten, die eine regulierte Elektrizitätsverteilungstätigkeit verrichten haben, gezahlt werden und die aufgrund der Satzung, kollektiver Arbeitsabkommen oder anderer ausreichend formalisierter Abkommen, die vor dem 30. April 1999 gebilligt wurden, für die Jahre vor der Liberalisierung geschuldet werden, oder aber die ihren Rechtsnachfolgern gezahlt oder ihrem Arbeitgeber von einem Verteilernetzbetreiber zurückgezahlt werden.

14. Für die Bestimmung der Positiv- oder Negativsalden, deren Verteilung die CWaPE für den folgenden Regulierungszeitraum bestimmt, legt die CWaPE die in den Nummern 10, 11 und 13 erwähnten Kosten und andere Kosten als die in § 2 Punkt (ii) des vorliegenden Artikels erwähnten Kosten fest, die über die Tarife des folgenden Zeitraums wiedereingenommen oder erstattet werden.

15. Unter Vorbehalt der von der CWaPE vorgenommenen Konformitätskontrolle erhält der Verteilernetzbetreiber, dessen Effizienz sich im Marktdurchschnitt ansiedelt, durch die Tarife die Möglichkeit, die Gesamtheit seiner Kosten und eine normale Verzinsung der Kapitalien wieder einzunehmen. Methoden zur Kostenkontrolle, die auf vergleichenden Verfahren beruhen, müssen objektive Unterschiede, die zwischen Verteilernetzbetreibern bestehen und auf deren Initiative nicht behoben werden können, berücksichtigen.

Entscheidungen, bei denen vergleichende Verfahren angewandt werden, werden anhand von Qualitätsparametern getroffen und beruhen auf einheitlichen, transparenten und verlässlichen Daten und auf Daten, die in der Begründung der Entscheidung der CWaPE veröffentlicht werden oder vollständig mitgeteilt werden können.

Vergleiche mit anderen Betreibern werden zwischen Unternehmen durchgeführt, die unter gleichartigen Umständen ähnliche Tätigkeiten ausüben.

16. Bei Tarifen für die Nutzung eines Verteilernetzes, die auf Erzeugungseinheiten anwendbar sind, können entsprechend der Technologie dieser Einheiten und dem Datum ihrer Inbetriebnahme Unterscheidungen gemacht werden. Diese Tarife werden unter Berücksichtigung aller Kriterien, die die CWaPE als relevant erachtet, wie ein Benchmarking mit den Nachbarländern, festgesetzt, damit die Versorgungssicherheit des Landes nicht durch eine nachlassende Wettbewerbsfähigkeit der betreffenden Erzeugungseinheiten gefährdet wird. In dem in § 8 erwähnten Tarifvorschlag, dem der Haushaltsplan beigefügt ist, begründet der Verteilernetzbetreiber diese Unterscheidungen.

17. Anstrengungen zur Produktivitätssteigerung, die möglicherweise von den Verteilernetzbetreibern verlangt werden, dürfen kurz- oder langfristig weder die Sicherheit von Personen oder Gütern noch die Kontinuität der Versorgung gefährden.

18. Eine Quersubventionierung zwischen regulierten und nicht regulierten Tätigkeiten ist nicht erlaubt.

19. Die Tarife stellen für die Verteilernetzbetreiber einen Anreiz dar, die Effizienz zu steigern, die Marktintegration und die Versorgungssicherheit zu fördern und die für ihre Tätigkeiten erforderliche Forschungs- und Entwicklungsarbeit durchzuführen, wobei unter anderem ihre Investitionspläne, so wie sie gegebenenfalls von den zuständigen Regionalbehörden gebilligt worden sind, berücksichtigt werden.

20. Auf Kosten erwähnt in den Nummern 10, 11 und 13 und andere Kosten als die in § 2 Punkt (ii) erwähnten Kosten sind weder Entscheidungen, die auf vergleichenden Verfahren beruhen, noch eine Anreizregelung anwendbar.

21. Mit den Tarifen soll ein ausgewogenes Verhältnis zwischen der Qualität der erbrachten Dienste und den von den Endkunden gezahlten Preisen geschaffen werden.

Die CWaPE kann die Kosten der Verteilernetzbetreiber auf der Grundlage der anwendbaren Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen kontrollieren.

§ 6. Die Verteilernetzbetreiber erstellen ihre Tarifvorschläge gemäß der von der CWaPE ausgearbeiteten Tariffestsetzungsmethode und reichen sie unter Einhaltung des Verfahrens für die Einreichung und Genehmigung der Tarife ein.

§ 7. Die CWaPE prüft den Tarifvorschlag, beschließt über dessen Genehmigung und teilt dem Verteilernetzbetreiber ihren mit Gründen versehenen Beschluss mit unter Einhaltung des Verfahrens für die Einreichung und Genehmigung der Tarife.

§ 8. Über das Verfahren für die Einreichung und Genehmigung der Tarifvorschläge wird eine Vereinbarung zwischen der CWaPE und den Verteilernetzbetreibern geschlossen. In Ermangelung einer Vereinbarung wird folgendes Verfahren angewandt:

1. Der Verteilernetzbetreiber reicht in angemessener Frist vor Ende des letzten Jahres des laufenden Regulierungszeitraums in der Form des gemäß § 5 von der CWaPE festgelegten Berichtsmusters seinen Tarifvorschlag für den nächsten Regulierungszeitraum ein; ihm ist der Haushaltsplan beigefügt.

2. Der Tarifvorschlag – mit Haushaltsplan – wird der CWaPE durch Boten und gegen Empfangsbestätigung in drei Ausfertigungen zugestellt. Der Verteilernetzbetreiber übermittelt ebenfalls eine elektronische Fassung, anhand deren die CWaPE den Tarifvorschlag – mit Haushaltsplan – falls nötig überarbeiten kann.

3. In angemessener Frist nach Erhalt des Tarifvorschlags – mit Haushaltsplan – bestätigt die CWaPE dem Verteilernetzbetreiber per Brief durch Boten und gegen Empfangsbestätigung und per elektronische Post, dass die Akte vollständig ist, oder lässt ihm eine Liste der zusätzlichen Informationen zukommen, die er erteilen muss.

In angemessener Frist nach Erhalt des vorerwähnten Briefes, in dem um Erteilung von zusätzlichen Informationen gebeten wird, lässt der Verteilernetzbetreiber der CWaPE diese Informationen per Brief durch Boten und gegen Empfangsbestätigung in drei Ausfertigungen zukommen. Der Verteilernetzbetreiber übermittelt der CWaPE ebenfalls eine elektronische Fassung der Antworten und zusätzlichen Informationen.

4. In angemessener Frist nach Erhalt des in Nr. 2 erwähnten Tarifvorschlags oder gegebenenfalls in angemessener Frist nach Erhalt der in Nr. 3 erwähnten Antworten und zusätzlichen Informationen des Verteilernetzbetreibers teilt die CWaPE dem Betreiber per Brief durch Boten und gegen Empfangsbestätigung ihren Beschluss zur Genehmigung oder ihren Entwurf des Beschlusses zur Ablehnung des Tarifvorschlags – mit Haushaltsplan – mit.

In ihrem Entwurf des Beschlusses zur Ablehnung des Tarifvorschlags – mit Haushaltsplan – gibt die CWaPE mit entsprechender Begründung die Punkte an, die der Verteilernetzbetreiber anpassen muss, damit die CWaPE einen Genehmigungsbeschluss fasst. Die CWaPE ist befugt, vom Verteilernetzbetreiber eine Änderung seines Tarifvorschlags zu verlangen, um sicherzustellen, dass er angemessen ist und nichtdiskriminierend angewandt wird.

5. Lehnt die CWaPE in ihrem Entwurf des Beschlusses zur Ablehnung des Tarifvorschlags – mit Haushaltsplan – den Tarifvorschlag des Verteilernetzbetreibers – mit Haushaltsplan – ab, kann der Betreiber in angemessener Frist nach Erhalt dieses Beschlusses der CWaPE seine diesbezüglichen Einwände mitteilen.

Diese Einwände werden der CWaPE durch Boten und gegen Empfangsbestätigung und in elektronischer Form übermittelt.

In angemessener Frist nach Erhalt des Entwurfs des Beschlusses zur Ablehnung des Tarifvorschlags – mit Haushaltsplan – hört die CWaPE den Verteilernetzbetreiber auf seinen Antrag hin an.

Gegebenenfalls reicht der Verteilernetzbetreiber in angemessener Frist nach Erhalt des Entwurfs des Beschlusses zur Ablehnung des Tarifvorschlags – mit Haushaltsplan – bei der CWaPE durch Boten und gegen Empfangsbestätigung in drei Ausfertigungen seinen angepassten Tarifvorschlag – mit Haushaltsplan – ein. Der Verteilernetzbetreiber übermittelt der CWaPE ebenfalls eine elektronische Kopie.

In angemessener Frist nach Versendung durch die CWaPE des Entwurfs des Beschlusses zur Ablehnung des Tarifvorschlags – mit Haushaltsplan – oder gegebenenfalls in angemessener Frist nach Erhalt der Einwände und des angepassten Tarifvorschlags – mit Haushaltsplan – teilt die CWaPE dem Verteilernetzbetreiber per Brief durch Boten und gegen Empfangsbestätigung und auf elektronischem Wege ihren Beschluss zur Genehmigung oder zur Ablehnung des gegebenenfalls angepassten Tarifvorschlags – mit Haushaltsplan – mit.

6. Hält der Verteilernetzbetreiber seine Verpflichtungen in den in den Nummern 1 bis 5 erwähnten Fristen nicht ein oder hat die CWaPE einen Beschluss zur Ablehnung des Tarifvorschlags – mit Haushaltsplan – oder des angepassten Tarifvorschlags – mit angepasstem Haushaltsplan – gefasst, sind vorläufige Tarife anwendbar, bis alle Einwände des Verteilernetzbetreibers oder der CWaPE ausgeräumt sind oder bis zwischen der CWaPE und dem Verteilernetzbetreiber eine Vereinbarung über die strittigen Punkte erzielt wird. Die CWaPE ist befugt, nach Konzertierung mit dem Verteilernetzbetreiber über geeignete Ausgleichsmaßnahmen zu entscheiden, falls die endgültigen Tarife von diesen vorläufigen Tarifen abweichen.

7. Bei Übergang zu neuen Diensten und/oder bei Anpassung bestehender Dienste kann der Verteilernetzbetreiber der CWaPE im Regulierungszeitraum einen aktualisierten Tarifvorschlag zur Genehmigung vorlegen. In diesem aktualisierten Tarifvorschlag wird der von der CWaPE genehmigte Tarifvorschlag berücksichtigt, ohne dass die bestehende Tarifstruktur in ihrer Gesamtheit geändert wird.

Der aktualisierte Vorschlag wird gemäß dem anwendbaren Verfahren, das in den vorhergehenden Nummern 1 bis 6 erwähnt ist, vom Verteilernetzbetreiber eingereicht und von der CWaPE bearbeitet, wobei die erwähnten Fristen um die Hälfte verringert werden.

8. Treten im Laufe eines Regulierungszeitraums unabhängig vom Willen des Verteilernetzbetreibers außergewöhnliche Umstände auf, kann der Verteilernetzbetreiber der CWaPE zu gleich welchem Zeitpunkt des Regulierungszeitraums einen mit Gründen versehenen Antrag auf Revision seines Tarifvorschlags in Bezug auf die nächsten Jahre des Regulierungszeitraums zur Genehmigung vorlegen.

Der mit Gründen versehene Antrag auf Revision des Tarifvorschlags wird gemäß dem anwendbaren Verfahren, das in den Nummern 1 bis 6 erwähnt ist, vom Verteilernetzbetreiber eingereicht und von der CWaPE bearbeitet, wobei die erwähnten Fristen um die Hälfte verringert werden.

9. Die CWaPE passt – unbeschadet ihrer Möglichkeit, die Kosten auf der Grundlage der anwendbaren Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen zu kontrollieren, – die Tarife der Verteilernetzbetreiber an alle Änderungen der – insbesondere regionalen – gemeinwirtschaftlichen Verpflichtungen an, die auf sie anwendbar sind, und zwar binnen drei Monaten ab Übermittlung solcher Änderungen durch die Verteilernetzbetreiber. Die Verteilernetzbetreiber übermitteln der CWaPE diese Änderungen so bald wie möglich nach ihrem Inkrafttreten.

10. Die CWaPE veröffentlicht auf ihrer Website auf transparente Weise den Stand des Verfahrens für die Genehmigung der Tarifvorschläge und gegebenenfalls die von den Verteilernetzbetreibern eingereichten Tarifvorschläge.

§ 9. Die CWaPE arbeitet die Tariffestsetzungsmethode aus und übt ihre Tarifzuständigkeit aus im Hinblick auf die Förderung einer dauerhaften und vorhersehbaren Regulierung, die zum ordnungsgemäßen Funktionieren des liberalisierten Marktes beiträgt und es dem Finanzmarkt ermöglicht, mit angemessener Sicherheit den Wert der Verteilernetzbetreiber zu bestimmen. Sie achtet auf die Gewährleistung der Kontinuität der Beschlüsse, die sie im Laufe der vorhergehenden Regulierungszeiträume gefasst hat, unter anderem im Bereich der Bewertung der regulierten Aktiva.

§ 10. Die CWaPE übt ihre Tarifzuständigkeit unter Berücksichtigung der allgemeinen Energiepolitik aus, so wie sie in den europäischen, föderalen und regionalen Rechtsvorschriften und Regelungen bestimmt ist.

§ 11. Aus Gründen der Transparenz in Zusammenhang mit der Abwälzung der Kosten auf die Endkunden werden die verschiedenen Bestandteile des Netztarifs auf der Rechnung getrennt aufgeführt, insbesondere in Bezug auf die gemeinwirtschaftlichen Verpflichtungen und ihren Inhalt.

§ 12. Die Buchführung der Verteilernetzbetreiber wird gemäß einem einheitlichen analytischen Kontenplan pro Tätigkeit geführt, der auf Vorschlag eines oder mehrerer Verteilernetzbetreiber, die mindestens fünfundsechzig Prozent der Unternehmen vertreten, die die gleiche Tätigkeit ausüben, erstellt und von der CWaPE gebilligt wird; in Ermangelung eines Vorschlags vor dem 1. Oktober 2011 wird er nach Konzertierung mit den Verteilernetzbetreibern von der CWaPE erstellt.

§ 13. Die CWaPE veröffentlicht auf ihrer Website die Tarife und ihre Begründung binnen drei Werktagen ab ihrer Genehmigung und belässt sie dort; sie wahrt dabei die Vertraulichkeit wirtschaftlich sensibler Informationen über die Versorger oder Netzbetreiber, personenbezogener Daten und/oder von Daten, deren Vertraulichkeit aufgrund spezifischer Rechtsvorschriften geschützt ist.

Die Verteilernetzbetreiber teilen den Benutzern ihrer Netze die Tarife, die sie anwenden müssen, innerhalb kürzester Zeit mit und stellen sie Personen, die darum bitten, zur Verfügung. Sie veröffentlichen sie ebenfalls innerhalb kürzester Zeit auf ihrer Website zusammen mit einem Berechnungsmodul, in dem die praktische Anwendung der Tarife erklärt wird. Die angewandten Tarife dürfen keine rückwirkende Kraft haben.

§ 14. Gegen die von der CWaPE festgelegte Tariffestsetzungsmethode und gegen Beschlüsse, die die CWaPE in Anwendung dieser Tariffestsetzungsmethode in Bezug auf die Tarifvorschläge gefasst hat, können Personen, die ein Interesse nachweisen, in Anwendung von Artikel 29bis beim Appellationshof von Lüttich Beschwerde einreichen.

Eine solche Beschwerde kann unter anderem eingereicht werden, wenn:

- der Beschluss der CWaPE die in vorliegendem Artikel erwähnten Leitlinien nicht einhält,
- der Beschluss der CWaPE nicht mit der allgemeinen Energiepolitik, so wie sie in den europäischen, föderalen und regionalen Rechtsvorschriften und Regelungen bestimmt ist, übereinstimmt,
- der Beschluss der CWaPE nicht die erforderlichen Mittel für die Durchführung der Investitionen der Verteilernetzbetreiber oder die Ausführung ihrer gesetzlichen Aufträge gewährleistet.

Artikel 15/5ter des Gesetzes vom 12. April 1965 «über den Transport gasförmiger und anderer Produkte durch Leitungen», auf den im fraglichen Artikel 14 ebenfalls verwiesen wird, ist in Bezug auf die Gasversorgung in einem ähnlichen Wortlaut verfasst.

B.2. Vor der durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014 über die Sechste Staatsreform (*Belgisches Staatsblatt*, 31. Januar 2014) durchgeführten Reform wurde die Angelegenheit der Tarife für die Elektrizitäts- und Gasversorgung durch den föderalen Gesetzgeber geregelt, und zwar im vorliegenden Fall durch die vorerwähnten Gesetze vom 29. April 1999 und vom 12. April 1965.

Seit dem 1. Juli 2014, dem Datum des Inkrafttretens des Sondergesetzes vom 6. Januar 2014, sind die Regionen für die regionalen Aspekte der Energie zuständig aufgrund von Artikel 6 § 1 VII des Sondergesetzes vom 8. August 1980 in der durch Artikel 19 dieses Sondergesetzes vom 6. Januar 2014 abgeänderten Fassung. Die regionalen Aspekte der Energie umfassen:

a) die Elektrizitätsversorgung und die lokale Beförderung von Elektrizität durch Netze mit einer Nennspannung von bis zu 70 000 Volt, einschließlich der Tarife der Elektrizitätsversorgungsnetze, mit Ausnahme der Tarife der Netze mit Übertragungsfunktion, die vom gleichen Betreiber wie dem des Übertragungsnetzes betrieben werden,

b) die öffentliche Gasversorgung, einschließlich der Tarife der öffentlichen Gasversorgungsnetze, mit Ausnahme der Tarife der Netze, die auch eine Erdgasfernleitungsfunktion haben und vom gleichen Betreiber wie dem des Erdgasfernleitungsnetzes betrieben werden,

[...]».

B.3.1. Der Kontext und die Zielsetzungen der Wallonischen Region bei der Annahme des fraglichen Dekrets vom 11. April 2014 wurden in den Vorarbeiten wie folgt dargelegt:

«Im Juli 2008 wurde das Dekret vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts (nachstehend ' *Elektrizitätsdekret* ' genannt) gründlich angepasst. Diese Anpassung wurde durchgeführt unter Berücksichtigung der neuen Leitlinien des damaligen Entwurfs der Richtlinie 2009/72/EG. Diese Richtlinie wurde offiziell angenommen am 13. Juli 2009. Gewisse Bestimmungen müssen noch angepasst werden, um vollständig den Vorschriften der Richtlinie 2009/72/EG zu entsprechen und das Funktionieren des Elektrizitätsmarktes zu verbessern.

Die wichtigsten Anpassungen, die Gegenstand dieser Notiz und des beigefügten Dekretsvorentwurfs sind, beziehen sich auf:

- die Verbesserung des Schutzes der Endkunden und der Maßnahmen des Sozialschutzes;
- die Verbesserung des Funktionierens des liberalisierten Marktes und der Integration der dezentralen Produktion;
- die Stärkung der Befugnisse und der Unabhängigkeit der Regulierungsbehörde.

Die Angelegenheit der Energie ist eine zwischen dem Föderalstaat und den Regionen aufgeteilte Zuständigkeit. Die im Dekret vorgenommenen Änderungen beschränken sich auf die Aspekte, die zur Zuständigkeit der Regionen für die Angelegenheit der Energie gehören (Versorgung und regionale Beförderung – Spannung bis höchstens 70 000 Volt – neue Energiequellen, außer Kernenergie – rationale Energienutzung). Infolge der Annahme des Sondergesetzes vom 6. Januar 2014 über die Sechste Staatsreform wird die Übertragung der Tarifzuständigkeit bezüglich der Gas- und Elektrizitätsversorgung am 1. Juli 2014 wirksam. Infolge dieser Zuständigkeitsübertragung wird die Tarifmethode durch die CWaPE in Absprache mit den Verteilungsnetzbetreibern unter Einhaltung des in erster Lesung in der Sitzung vom vergangenen 16. Januar angenommenen Tarifdekretentwurfs genehmigt werden können. Die Tarifbestimmungen wurden somit in dieses Tarifdekret aufgenommen und ergänzen daher die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets bezüglich der Befugnis für die Genehmigung der Verteilungstarife» (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2013-2014, Nr. 1020/1, S. 2).

Was insbesondere das Ziel der Stärkung der Befugnisse und der Unabhängigkeit der Regulierungsbehörde betrifft, hat der wallonische Dekretgeber Folgendes hinzugefügt:

«Im Hinblick auf die Einhaltung der diesbezüglichen Vorschriften der Richtlinie 2009/72/EG stärkt dieser Dekretentwurf die Regulierungsbehörde dieses Marktes auf wallonischer Ebene, nämlich die Wallonische Kommission für Energie (' *Commission wallonne pour l'Energie* ' , ' *CWaPE* ' genannt).

Diese Stärkung erfolgt auf drei Ebenen:

- größere Unabhängigkeit der CWaPE;
- erweiterte Befugnisse und Mittel der CWaPE;
- Zusammenarbeit der CWaPE mit den anderen regionalen und föderalen Regulierungsbehörden des Elektrizitäts- und Gasmarktes, den belgischen Regulierungsbehörden, der Agentur für die Zusammenarbeit der Energieregulierungsbehörden (nachstehend: ' *ACER* ') und der Europäischen Kommission» (ebenda, S. 5).

B.3.2. Der angefochtene Artikel 12 Nr. 2 des Dekrets vom 11. April 2014 wurde eingeführt durch einen Abänderungsantrag Nr. 4, der wie folgt begründet wurde:

«Mit den durch diesen Abänderungsantrag eingefügten oder abgeänderten Bestimmungen soll rasch der neue Gesetzesrahmen eingeführt werden, um es der CWaPE zu ermöglichen, ihre neue Tarifmethode anzunehmen, sodass am 1. Januar 2015 neue Tarife in Kraft treten können.

In diesem Abänderungsantrag wird auf Artikel 12*bis* des Gesetzes vom 291. April 1999 über die Organisation des Elektrizitätsmarktes (nachstehend: ' *Elektrizitätsgesetz* ') und Artikel 15/5*ter* des Gesetzes vom 12. April 1965 über den Transport gasförmiger Produkte und anderer Produkte durch Leitungen (nachstehend: ' *Gasgesetz* ') verwiesen, die sich beziehen auf die Tarifmethode, auf die diesbezüglich anwendbaren Leitlinien sowie auf das Verfahren, nach dem die Verteilungsnetzbetreiber die Verteilungstarife vorschlagen und die zuständige Regulierungsbehörde sie genehmigt, indem sie diese übernimmt, damit diese Grundsätze und Verfahren kurzfristig in der Wallonischen Region angewandt werden können, um zum Zeitpunkt der Übertragung der Tarifbefugnis auf die CWaPE eine Kontinuität der Tarife und eine juristische Lesbarkeit zu gewährleisten in Erwartung der Annahme des vollständigen Rahmens auf wallonischer Ebene.

Diese Bestimmungen ermöglichen es somit, die Kontinuität der Tarife zu gewährleisten, eine effektive Zuständigkeitsübertragung ab dem 1. Juli 2014 auf die CWaPE und auf die Wallonische Region zu gewährleisten sowie dem Wallonischen Parlament die Zeit zu geben, neue Tarifleitlinien und/oder allgemeine politische Leitlinien für den Zeitraum nach 2016 anzunehmen. In Ermangelung eines solchen Abänderungsantrags würden die CWaPE und die Wallonische Region zum Zeitpunkt der Zuständigkeitsübertragung am 1. Juli 2014 die Befugnis bezüglich der Verteilungstarife, über die sie gemäß dem Sondergesetz vom 6. Januar 2014 über die Sechste Staatsreform verfügen, nämlich nicht effizient ausüben können. Artikel 94 § 1 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen bestimmt in diesem Zusammenhang:

' *Unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 83 §§ 2 und 3 üben die Behörden, die durch die Gesetze und Verordnungen in Angelegenheiten, die in die Zuständigkeit der Gemeinschaften und der Regionen fallen, mit Befugnissen betraut worden sind, diese Befugnisse weiterhin nach den durch die bestehenden Regeln festgelegten Verfahren aus, solange ihre Parlamente oder ihre Regierungen diese Regeln nicht abgeändert oder aufgehoben haben* '.

Daher werden in diesen Abänderungsantrag, in Erwartung der Annahme eines vollständigeren wallonischen Rahmens, Leitlinien, die sich aus dem föderalen Gesetz ergeben, sowie Verfahren für die Annahme der Tarifmethoden und der Tarife aufgenommen und wird deren Anwendung im wallonischen Recht vorgesehen. Für die Festlegung der künftigen Tarifmethoden, wobei insbesondere die föderalen Leitlinien, die der Verfassungsgerichtshof in seinem Entscheid Nr. 117/2013 vom 7. August 2013 für gültig erklärt hat, berücksichtigt werden müssen, sowie für das Verfahren zur Einreichung und Genehmigung von Tarifvorschlägen müssen die CWaPE und die Verteilungsnetzbetreiber also auf diese Artikel des föderalen Elektrizitäts- und Gasgesetzes Bezug nehmen. Darüber hinaus wird die

CWaPE im Rahmen der Tarifmethode auf pragmatische Weise die durch eine andere Regulierungsbehörde für einen biregionalen Verteilungsnetzbetreiber genehmigten Tarife annehmen können. Sodann wird es dem Gesetzgeber obliegen, diese Leitlinien für die folgende Tarifperiode, nämlich die Tarifperiode 2017-2022, zu ändern, falls er dies wünscht. Angesichts der in diesem Zusammenhang ausgedrückten Wünsche werden diese also Gegenstand späterer Arbeiten sein müssen.

Dies hat zur Folge, dass die vorerwähnten föderalen Bestimmungen mit den Anpassungen, die im Hinblick auf deren Vereinbarkeit mit dem wallonischen Rahmen durch diesen Abänderungsantrag vorgenommen werden, bis zum Tag des Inkrafttretens einer neuen, gegebenenfalls durch die Wallonische Regierung angenommenen globalen Regelung anwendbar sein werden. Das Gleiche gilt für die anwendbaren Leitlinien. Die 'geltenden' Leitlinien sind nämlich entweder die Leitlinien des Elektrizitäts- und Gasgesetzes, die der Verfassungsgerichtshof in seinem Entscheid Nr. 117/2013 vom 7. August 2013 für gültig erklärt hat und die die Wallonische Region durch Artikel 1 dieses Vorentwurfs eines Tarifdekrets übernommen hat, oder die neuen wallonischen Leitlinien, die gegebenenfalls durch das Wallonische Parlament angenommen werden und Artikel 1 des Entwurfs des Tarifdekrets ersetzen.

Diese Zuständigkeitsübertragung erfolgt also unter Einhaltung der anwendbaren europäischen Richtlinien. Durch das dritte Energiepaket wird die Unabhängigkeit der Regulierungsbehörden gestärkt, aber auch ihre Befugnisse. Die Bestimmungen über die Genehmigung der Tarife durch die Regulierungsbehörden sind in Artikel 37 der Richtlinie 2009/72/EG festgelegt. Gemäß Artikel 37 Absatz 1 Buchstabe a '*[hat] die Regulierungsbehörde [...] folgende Aufgaben: a) Sie ist dafür verantwortlich, anhand transparenter Kriterien die Fernleitungs- oder Verteilungstarife bzw. die entsprechenden Methoden festzulegen oder zu genehmigen*'. Außerdem obliegt es kraft Artikel 37 Absatz 6 Buchstabe a '*den Regulierungsbehörden [...], zumindest die Methoden zur Berechnung oder Festlegung folgender Bedingungen mit ausreichendem Vorlauf vor deren Inkrafttreten festzulegen oder zu genehmigen: a) die Bedingungen für den Anschluss an und den Zugang zu den nationalen Netzen, einschließlich der Tarife für die Übertragung und die Verteilung oder ihrer Methoden*'.

Darüber hinaus bestimmt Artikel 35 Absatz 4 der Richtlinie 2009/72/EG:

'Die Mitgliedstaaten gewährleisten die Unabhängigkeit der Regulierungsbehörde und gewährleisten, dass diese ihre Befugnisse unparteiisch und transparent ausübt. Hierzu stellen die Mitgliedstaaten sicher, dass die Regulierungsbehörde bei der Wahrnehmung der ihr durch diese Richtlinie und zugehörige Rechtsvorschriften übertragenen Regulierungsaufgaben

a) rechtlich getrennt und funktional unabhängig von anderen öffentlichen und privaten Einrichtungen ist,

b) und sicherstellt, dass ihr Personal und ihr Management

i) unabhängig von Marktinteressen handelt und

ii) bei der Wahrnehmung der Regulierungsaufgaben keine direkten Weisungen von Regierungsstellen oder anderen öffentlichen oder privaten Einrichtungen einholt oder entgegennimmt. Eine etwaige enge Zusammenarbeit mit anderen zuständigen nationalen Behörden oder allgemeine politische Leitlinien der Regierung, die nicht mit den Regulierungsaufgaben und -befugnissen gemäß Artikel 37 im Zusammenhang stehen, bleiben hiervon unberührt'. (Wir heben dies hervor.)

Diese Texte waren Gegenstand von Auslegungsvermerken der Europäischen Kommission. Dabei unterstreicht die Kommission, dass die Entscheidungen der Regulierungsbehörde autonom und direkt verbindlich sein müssen:

'[...] This is contrary to the new Electricity and Gas Directives, which unequivocally establish that the NRA must be able to take decisions autonomously and that its decisions are directly binding'.

Die Kommission präzisiert jedoch, dass die ausführende Gewalt die Leitlinien der allgemeinen Politik aufstellen kann, die die Regulierungsbehörde bei der Ausübung ihrer eigenen Zuständigkeit berücksichtigen muss. So heißt es:

'The core duties of the NRA as regards network tariffs do not deprive the Member State of the possibility to issue general policy guidelines which ultimately will have to be translated by the NRA into the tariff structure and methodology. However, these guidelines should not encroach on the NRA's competences or infringe any of the requirements of the Electricity and Gas Directives and Regulations. Although a Member State could e.g. issue a general policy guideline with regard to attracting investments in renewables, the Commission's services would consider a rule setting the profit margin in the cost-plus tariff as a prohibited direct instruction to the NRA'.

Aufgrund dieser Ausrichtungen kann der Mitgliedstaat allgemeine politische Leitlinien herausgeben, die die Regulierungsbehörde bei der Ausübung ihrer Tarifbefugnis berücksichtigen muss, doch sie können nicht zur Folge haben, der Regulierungsbehörde die effiziente und autonome Ausübung ihrer eigenen Zuständigkeit für die Festlegung bzw. Genehmigung der Tarife bzw. Berechnungsmethoden zu entziehen.

Außerdem ist anzumerken, dass im folgenden Absatz die eindeutige Zuständigkeit der Regulierungsbehörde für die Annahme von autonomen und unmittelbar bindenden Entscheidungen hervorgehoben wird:

'Under the second Electricity and Gas Directives, it was possible for the NRA to submit the tariff or the methodology for formal approval to the relevant body of the Member State and for the relevant body to approve or reject the draft NRA decision. This is contrary to the provisions of the new Electricity and Gas Directives, which unequivocally establish that the NRA must be able to take decisions autonomously and that its decisions are directly binding'.

Außerdem wird in der Erwägung 34 der Richtlinie in Bezug auf die Unabhängigkeit der Regulierungsbehörde festgelegt:

'Damit der Elektrizitätsbinnenmarkt ordnungsgemäß funktionieren kann, müssen die Regulierungsbehörden Entscheidungen in allen relevanten Regulierungsangelegenheiten treffen können und völlig unabhängig von anderen öffentlichen oder privaten Interessen sein. Dies steht weder einer gerichtlichen Überprüfung noch einer parlamentarischen Kontrolle nach dem Verfassungsrecht der Mitgliedstaaten entgegen'.

Diese Erwägung wurde in der Begründung des Elektrizitätsgesetzes übernommen in Bezug auf die Festlegung der Leitlinien, um die diesbezügliche Zuständigkeit des Parlaments in der Beantwortung einer Anmerkung der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates zu rechtfertigen (*Parl. Parl.*, Kammer, 2010-2011, DOC 53-1725/001, S. 45). Diese Begründung wurde anschließend durch den Verfassungsgerichtshof in seinem Entscheid Nr. 117/2013 vom 7. August 2013 bezüglich der föderalen Leitlinien, die ins Elektrizitätsgesetz aufgenommen und auf der Grundlage dieser Analyse für verfassungsmäßig erklärt wurden, bestätigt.

Schließlich ist es durch Artikel 35 Absatz 4 der Richtlinie 2009/72/EG der Regierung verboten, der nationalen Regulierungsbehörde Weisungen zu erteilen. Falls die Regierung allgemeine politische Leitlinien herausgeben möchte, könnten diese sich auf keinen Fall auf die Angelegenheiten beziehen, die Gegenstand der Regulierung gemäß Artikel 37 derselben Richtlinie sind, nämlich die Tarifbefugnis der Regulierungsbehörde. Gemäß der Erwägung 34 der Richtlinie in Verbindung mit dem Auslegungsvermerk der Kommission und infolge des Entscheids Nr. 117/2013 vom 7. August 2013 des Verfassungsgerichtshofes sind hingegen Leitlinien zulässig, die vom Parlament ausgehen, um Weisungen in Bezug auf die im Bereich der Energie einzuhaltende Politik zu erteilen, jedoch nicht zur Folge haben, dass auf die Tarifbefugnisse der Regulierungsbehörde übergreifen wird.

In Bezug auf die Tarifmethode für den Zeitraum 2015-2016 ist in diesem Abänderungsantrag ebenfalls für die CWaPE die Möglichkeit vorgesehen, in Absprache mit den Verteilungsnetzbetreibern ein Ad-hoc-Verfahren anzunehmen, das dennoch den in Artikel 12*bis* § 5 des Elektrizitätsgesetzes und Artikel 15/5*ter* § 5 des Gasgesetzes festgelegten Tarifleitlinien und den Ad-hoc-Fristen entsprechen muss. Somit wird es der CWaPE möglich sein, in Absprache mit den Verteilungsnetzbetreibern eine Tarifmethode festzulegen und die ab dem 1. Januar 2015 vorgeschlagenen Tarife

anzunehmen. Diese Methode und diese Tarife werden für einen verkürzten Tarifzeitraum von zwei Jahren bis zum 31. Dezember 2016 gelten, da ein Zeitraum von zwei Jahren notwendig ist zur Ausarbeitung der neuen Tarifmethoden und Tarife auf der Grundlage von Artikel 12bis § 5 des Elektrizitätsgesetzes und Artikel 15/5ter § 5 des Gasgesetzes. Bereits damals hatte die CREG in Ausübung ihrer Tarifbefugnis die Notwendigkeit hervorgehoben, über einen Zeitraum von zwei Jahren zu verfügen, um neue Tarifmethoden und Tarife auf der Grundlage von Artikel 12bis § 5 des Elektrizitätsgesetzes und Artikel 15/5ter § 5 des Gasgesetzes anzunehmen. So hat die CREG beispielsweise in ihrem Beschluss Nr. (B)120510-CDC-646E/21 vom 10. Mai 2012 über die Verlängerung der Tarife des Verteilungsnetzes der 'REGIE DE L'ELECTRICITE DE LA VILLE DE WAVRE' für die Geschäftsjahre 2013 und 2014 dargelegt:

' IV.1 Verlängerung für einen Zeitraum von zwei Jahren (2013-2014)

12. Die CREG schlägt eine Verlängerung der Tarife für einen Zeitraum von zwei Jahren, nämlich 2013 und 2014, vor. Dieser Zeitraum wird wie folgt begründet:

- Infolge des Inkrafttretens des Gesetzes vom 8. Januar 2012 muss das Verfahren zur Ausarbeitung einer Tarifmethode ganz von neuem begonnen werden.

- Ausgehend von dem Grundsatz, dass dieses Verfahren am 1. Mai 2012 formell eingeleitet wird und dass ein Zeitraum von zwölf Monaten notwendig ist, um eine strukturierte, dokumentierte und transparente Konzertierung zu organisieren und zu verwirklichen, gelangt man zum 1. Mai 2013. Unter Berücksichtigung der Kommentare, die im Rahmen der Ausarbeitung des vorerwähnten Projektes der Tarifmethode geäußert wurden, und der Bitte aller Verteilungsnetzbetreiber, ihre Tarife zu verlängern, erachtet die CREG es im Übrigen als unwahrscheinlich, dass alle diese Netzbetreiber (in Anwendung von Artikel 12bis § 2 Absatz 3 und § 8 des Elektrizitätsgesetzes) damit einverstanden sind, verkürzte Verfahrensfristen anzuwenden.

- Die Verteilungsnetzbetreiber würden dann sofort über die genehmigte Tarifmethode informiert. Ab diesem Datum würden die Verteilungsnetzbetreiber (gemäß Artikel 12bis § 4 des Elektrizitätsgesetzes) über eine Frist von sechs Monaten verfügen, um einen Tarifvorschlag zu unterbreiten. Die Verteilungsnetzbetreiber müssten also der CREG ihre neuen Tarifvorschläge spätestens zum 1. November 2013 überreichen.

- Damit die Tarife zum 1. Januar 2014 genehmigt würden, würde die CREG auf der Grundlage des vorstehenden Zeitplans (und unter Berücksichtigung der Bestimmungen von Artikel 12bis § 8 des Elektrizitätsgesetzes) über eine Frist von weniger als zwei Monaten verfügen, um diese Tarifvorschläge zu analysieren und die durch das Gesetz vorgeschriebenen Garantien zu bieten (namentlich das Vorlegen eines angepassten Tarifvorschlags). Diese Frist scheint nicht ausreichend zu sein.

- In Artikel 12bis § 5 Nr. 3 des Elektrizitätsgesetzes ist jedoch der Beginn des regulierten Zeitraums auf den 1. Januar festgelegt. Dies bedeutet, dass die Tarife frühestens am 1. Januar 2015 in Kraft treten können auf der Grundlage einer neuen Tarifmethode, sodass eine Verlängerung des Tarifs um zwei Jahre – nämlich 2013 und 2014 – notwendig ist » (Parl. Dok., Wallonisches Parlament, 2013-2014, Nr. 1020/3, SS. 3 bis 5).

In Bezug auf die Zulässigkeit des Klagegrunds

B.4. Der einzige Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit Artikel 35 Absätze 4 und 5 und Artikel 37 der Richtlinie 2009/72/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. Juli 2009 über gemeinsame Vorschriften für den Elektrizitätsbinnenmarkt und zur Aufhebung der Richtlinie 2003/54/EG.

Die CWAPE führt an, dass der wallonische Dekretgeber dadurch, dass er der Regulierungsbehörde vorschreibe, die Ruhegehaltsaufwendungen der unter öffentlichem Status befindlichen Bediensteten des Netzbetreibers als «nicht zu verwaltende Kosten» zu betrachten, ihr eine Entscheidung auferlege und ihre Zuständigkeit für die Festlegung der Tarifmethode sowie ihre Unabhängigkeit gegenüber allen öffentlichen oder privaten Einrichtungen verletze. Die angefochtene Bestimmung führe somit einen diskriminierenden Behandlungsunterschied in Bezug auf sie ein gegenüber den anderen Regulierungsbehörden, die für die Festlegung der Tarifmethode zuständig seien, nämlich die CREG (Elektrizitäts- und Gasregulierungskommission), BRUGEL (Energiergulierungskommission in der Region Brüssel-Hauptstadt) und die VREG (flämische Regulierungsinstanz für den Elektrizitäts- und Gasmarkt), da diese internen Rechtsnormen unterlägen, die im Einklang mit der europäischen Richtlinie stünden, denn sie unterlägen nicht einer gleichwertigen Bestimmung und blieben also von der Einstufung befreit, die sie den Ruhegehaltsaufwendungen der unter öffentlichem Status befindlichen Bediensteten erteilen möchten.

Die klagende Partei führt ebenfalls an, dass der wallonische Dekretgeber dadurch, dass er einen Unterschied zwischen den mit dem statutarischen Personal verbundenen Ruhegehaltsaufwendungen und den mit dem Vertragspersonal verbundenen Ruhegehaltsaufwendungen vornehme, einen ungerechtfertigten Behandlungsunterschied zwischen den Netzbetreibern einführe, je nachdem, ob sie statutarisches Personal oder Vertragspersonal beschäftigten. Nur die Netzbetreiber, die statutarisches Personal beschäftigten, könnten nämlich die Kosten in Verbindung mit den Ruhegehaltsaufwendungen eines Teils oder gar der Gesamtheit ihrer Personalmitglieder als «nicht zu verwaltende Kosten» betrachten, während die Netzbetreiber, die nur Vertragsbedienstete beschäftigten, nicht die Gewissheit hätten, dass die Kosten in Verbindung mit den Ruhegehaltsaufwendungen ihrer Arbeitnehmer als «nicht zu verwaltende Kosten» eingestuft würden, weil eine solche Einstufung von der Entscheidung der klagenden Partei abhängt.

B.5.1. Nach Darlegung der Wallonischen Regierung sei der einzige Klagegrund unzulässig, weil der Verstoß gegen den durch die Artikel 10 und 11 der Verfassung gewährleisteteten Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung auf rein formelle Weise angeführt werde. So könne dieser Grundsatz nicht verhindern, dass in einem Föderalstaat die Gesetzgeber unterschiedliche Regelungen je nach den Regionen und Gemeinschaften in den zu ihren Zuständigkeiten gehörenden Angelegenheiten annehmen würden. Die angeprangerte Diskriminierung zwischen den Netzbetreibern je nach der Art des von ihnen beschäftigten Personals betreffe nicht die Situation der klagenden Partei.

B.5.2. Wie die klagende Partei zur Untermauerung der Zulässigkeit ihrer Klage anmerkt, ist sie die offizielle Regulierungsbehörde des Elektrizitäts- und Gasmarktes in der Wallonischen Region im Sinne der Richtlinie 2009/72/EG. Sie weist in dieser Eigenschaft ein Interesse an der Beantragung der Nichtigerklärung einer Bestimmung nach, mit der ihres Erachtens die vorerwähnte Richtlinie nicht korrekt umgesetzt werde und die sie folglich gegenüber anderen Rechtssubjekten, die Gesetzen unterlägen, die mit dieser Richtlinie übereinstimmten, diskriminieren könnte.

Da die klagende Partei ein Interesse an der Erhebung der Nichtigkeitsklage hat, braucht sie in Bezug auf die angeführte Diskriminierung, die infolge der angefochtenen Bestimmung zwischen den Netzbetreibern eingeführt werde, nicht außerdem ein Interesse an dem von ihr vorgebrachten Klagegrund nachzuweisen.

B.5.3. Die Einrede der Wallonischen Regierung wird abgewiesen.

Zur Hauptsache

B.6.1. Artikel 35 Absätze 4 und 5 der Richtlinie 2009/72/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. Juli 2009 über gemeinsame Vorschriften für den Elektrizitätsbinnenmarkt und zur Aufhebung der Richtlinie 2003/54/EG bestimmt:

«(4) Die Mitgliedstaaten gewährleisten die Unabhängigkeit der Regulierungsbehörde und gewährleisten, dass diese ihre Befugnisse unparteiisch und transparent ausübt. Hierzu stellen die Mitgliedstaaten sicher, dass die Regulierungsbehörde bei der Wahrnehmung der ihr durch diese Richtlinie und zugehörige Rechtsvorschriften übertragenen Regulierungsaufgaben

- a) rechtlich getrennt und funktional unabhängig von anderen öffentlichen und privaten Einrichtungen ist,
- b) und sicherstellt, dass ihr Personal und ihr Management
- i) unabhängig von Marktinteressen handelt und

ii) bei der Wahrnehmung der Regulierungsaufgaben keine direkten Weisungen von Regierungsstellen oder anderen öffentlichen oder privaten Einrichtungen einholt oder entgegennimmt. Eine etwaige enge Zusammenarbeit mit anderen zuständigen nationalen Behörden oder allgemeine politische Leitlinien der Regierung, die nicht mit den Regulierungsaufgaben und -befugnissen gemäß Artikel 37 im Zusammenhang stehen, bleiben hiervon unberührt.

(5) Zur Wahrung der Unabhängigkeit der Regulierungsbehörde stellen die Mitgliedstaaten insbesondere sicher,

a) dass die Regulierungsbehörde unabhängig von allen politischen Stellen selbständige Entscheidungen treffen kann und ihr jedes Jahr separate Haushaltsmittel zugewiesen werden, sodass sie den zugewiesenen Haushalt eigenverantwortlich ausführen kann und über eine für die Wahrnehmung ihrer Aufgaben angemessene personelle und finanzielle Ressourcenausstattung verfügt; und

b) dass die Mitglieder des Leitungsgremiums der Regulierungsbehörde oder, falls kein solches Gremium vorhanden ist, die Mitglieder des leitenden Managements der Regulierungsbehörde für eine Amtszeit von fünf bis sieben Jahren ernannt werden, die einmal verlängert werden kann.

Was Buchstabe b Unterabsatz 1 betrifft, stellen die Mitgliedstaaten sicher, dass für das Leitungsgremium oder das leitende Management ein geeignetes Rotationsverfahren besteht. Die Mitglieder des Leitungsgremiums der Regulierungsbehörde oder, falls kein solches Gremium vorhanden ist, die Mitglieder des leitenden Managements können während ihrer Amtszeit nur dann des Amtes enthoben werden, wenn sie nicht mehr die in diesem Artikel genannten Bedingungen erfüllen oder wenn sie sich eines Fehlverhaltens nach nationalem Recht schuldig gemacht haben».

Aus der Darlegung der Klageschrift geht hervor, dass sie sich nur auf Absatz 1 Buchstabe a von Artikel 37 der Richtlinie bezieht. Diese Bestimmung lautet:

«(1) Die Regulierungsbehörde hat folgende Aufgaben:

a) Sie ist dafür verantwortlich, anhand transparenter Kriterien die Fernleitungs- oder Verteilungstarife bzw. die entsprechenden Methoden festzulegen oder zu genehmigen;».

B.6.2. Die in B.6.1 erwähnte funktionale Unabhängigkeit wird in den Erwägungen der Richtlinie 2009/72/EG wie folgt erläutert:

«(33) Die Richtlinie 2003/54/EG verpflichtet die Mitgliedstaaten zur Einrichtung von Regulierungsbehörden mit spezifischen Zuständigkeiten. Die Erfahrung zeigt allerdings, dass die Effektivität der Regulierung vielfach aufgrund mangelnder Unabhängigkeit der Regulierungsbehörden von der Regierung sowie unzureichender Befugnisse und Ermessensfreiheit eingeschränkt wird. Daher hat der Europäische Rat die Kommission auf seiner Tagung vom 8. und 9. März 2007 aufgefordert, Legislativvorschläge auszuarbeiten, die eine weitere Harmonisierung der Befugnisse und eine Stärkung der Unabhängigkeit der nationalen Regulierungsbehörden vorsehen. Diese nationalen Regulierungsbehörden sollten sowohl den Elektrizitäts- als auch den Gassektor abdecken können.

(34) Damit der Elektrizitätsbinnenmarkt ordnungsgemäß funktionieren kann, müssen die Regulierungsbehörden Entscheidungen in allen relevanten Regulierungsangelegenheiten treffen können und völlig unabhängig von anderen öffentlichen oder privaten Interessen sein. Dies steht weder einer gerichtlichen Überprüfung noch einer parlamentarischen Kontrolle nach dem Verfassungsrecht der Mitgliedstaaten entgegen. Außerdem sollte die Zustimmung des nationalen Gesetzgebers zum Haushaltsplan der Regulierungsbehörden die Haushaltsautonomie nicht beeinträchtigen. Die Bestimmungen bezüglich der Autonomie bei der Ausführung des der Regulierungsbehörde zugewiesenen Haushalts sollten gemäß dem Rechtsrahmen der einzelstaatlichen Haushaltsvorschriften und -regeln angewandt werden. Die Mitgliedstaaten tragen zur Unabhängigkeit der nationalen Regulierungsbehörde von jeglicher Einflussnahme aus Politik oder Wirtschaft durch ein geeignetes Rotationsverfahren bei, sollten aber die Möglichkeit haben, der Verfügbarkeit personeller Ressourcen und der Größe des Gremiums jedoch gebührend Rechnung zu tragen».

B.7. Die Europäische Kommission hat am 22. Januar 2010 einen Auslegungsvermerk bezüglich der Regulierungsbehörden im Sinne der Richtlinien 2009/72/EG und 2009/73/EG angenommen, in dem Folgendes präzisiert wurde:

«Aufgrund der Zweiten Elektrizitäts- und Gasrichtlinie konnte die nationale Regulierungsbehörde der zuständigen Instanz des Mitgliedstaates die Tarife oder die Methode zur formellen Genehmigung unterbreiten und konnte die zuständige Instanz den Entscheidungsentwurf der nationalen Regulierungsbehörde annehmen oder ablehnen. Dies steht im Widerspruch zu den Bestimmungen der neuen Elektrizitäts- und Gasrichtlinie, die unzweideutig bestimmen, dass die nationale Regulierungsbehörde imstande sein muss, autonom Entscheidungen zu treffen und dass ihre Entscheidungen unmittelbar bindend sind.

Folglich obliegt es nunmehr alleine der nationalen Regulierungsbehörde, entweder den Netztarif oder die Netztarifmethode festzulegen oder zu genehmigen. Diese neuen Bestimmungen verleihen den Mitgliedstaaten vier Möglichkeiten zur Festlegung der Tarife für den Netzzugang und Anpassungsdienste; die nationale Regulierungsbehörde legt die Tarife fest, sie legt die Methode fest, sie genehmigt die Tarife oder sie genehmigt die Methode. In der Erwägung 36 der Elektrizitätsrichtlinie und in der Erwägung 32 der Gasrichtlinie ist erwähnt, dass die nationale Regulierungsbehörde die Tarife oder die Methoden festlegt oder genehmigt auf der Grundlage eines Vorschlags des Übertragungsnetzbetreibers oder des (der) Verteilernetzbetreiber(s) oder des (der) LNG-Betreiber(s) oder auf der Grundlage eines durch diese Betreiber und die Netzbetreiber gutgeheißenen Vorschlags. Dies bedeutet, dass die nationale Regulierungsbehörde ebenfalls befugt ist, einen solchen Vorschlag abzulehnen und zu ändern. Auch wenn die nationale Regulierungsbehörde die Befugnis erhält, über die Methode zu entscheiden (indem sie diese festlegt oder genehmigt), obliegt es den Übertragungsnetzbetreibern, die Tarife zu berechnen (die der Methode entsprechen müssen, die durch die nationale Regulierungsbehörde genehmigt wurde).

Die Hauptaufgaben einer nationalen Regulierungsbehörde in Bezug auf die Netztarife entziehen dem Mitgliedstaat nicht die Möglichkeit, allgemeine politische Leitlinien zu erlassen, die schließlich durch die nationale Regulierungsbehörde in die Tarifstruktur und -methode umgesetzt werden müssen. Diese Leitlinien dürfen jedoch nicht auf die Befugnisse der nationalen Regulierungsbehörde übergreifen, und ebenfalls nicht irgendeine der Vorschriften verletzen, die in der Elektrizitäts- und Gasrichtlinie und den diesbezüglichen Gesetzgebungen vorgesehen sind. Obwohl ein Mitgliedstaat beispielsweise eine allgemeine politische Leitlinie annehmen kann, um Investitionen in erneuerbare Energiequellen anzulocken, werden die Dienste der Kommission den Standpunkt vertreten, dass eine Regel, in der die Gewinnspanne in den 'cost plus'-Tarif aufgenommen wird, eine verbotene direkte Weisung gegenüber der nationalen Regulierungsbehörde darstellt» (freie Übersetzung) (Interpretative note on directive 2009/72/EC concerning common rules for the internal market in electricity and directive 2009/73/EC concerning common rules for the internal market in natural gas, The regulatory authorities, <http://ec.europa.eu>, SS. 13 und 14).

B.8. Wie die klagende Partei in ihrem Schriftsatz anmerkt, hat die Einstufung von Kosten als « zu verwalten » oder « nicht zu verwalten » Auswirkungen auf die Behandlung dieser Kosten in Bezug auf die Tariffestsetzung.

So beziehen sich die « zu verwaltenden Kosten » auf die Kosten, über die die Netzbetreiber eine direkte Kontrolle ausüben, Bestandteil des Buchführungsergebnisses der Netzbetreiber und werden ihm hinzugerechnet. Die « nicht zu verwaltenden Kosten » hingegen, die sich auf die Kosten beziehen, über die die Netzbetreiber keine direkte Kontrolle haben, können eine Forderung oder eine Schuld gegenüber Kunden sein und werden in die Rechnungsabgrenzungsposten der Bilanz des Netzbetreibers übertragen.

Folglich kann die Einstufung von Kosten Auswirkungen auf die Tarife haben, die auf die Endverbraucher angewandt werden.

B.9.1. Aus der in B.6.1 angeführten Bestimmung der Richtlinie 2009/72/EG und aus dem in B.6.2 und B.7 zitierten Kommentar und Auslegungsvermerk geht hervor, dass die Europäische Union die funktionale Unabhängigkeit der nationalen Energieregulierungsbehörde, im vorliegenden Fall für den Elektrizitätsmarkt, verwirklichen wollte.

Diese Unabhängigkeit bei der Ausführung der Aufgaben der Regulierungsbehörde wird nicht nur gegenüber den Marktteilnehmern, sondern auch gegenüber allen Behörden gewährleistet.

B.9.2. Das Erfordernis einer vollständigen funktionalen Unabhängigkeit der nationalen Energieregulierungsbehörde, insofern sie keinerlei externem Einfluss unterliegen darf, ist ein wesentliches Element hinsichtlich der Ziele der vorerwähnten Richtlinie 2009/72/EG, zu denen die Verwirklichung eines wettbewerbsfähigen internen Energiemarktes gehört.

B.10.1. In Artikel 35 Absatz 4 Buchstabe b Ziffer ii der Richtlinie 2009/72/EG ist vorgesehen, dass die nationalen Behörden trotz der grundsätzlichen funktionalen Unabhängigkeit der Energieregulierungsbehörde weiterhin « allgemeine politische Leitlinien » festlegen können, die es ihnen indirekt erlauben, die Entscheidungen der Regulierungsbehörde in Bezug auf die einzuschlagende Politik zu lenken.

B.10.2. Der Regulierungsbehörde « allgemeine politische Leitlinien » zu erteilen, ist jedoch nur unter bestimmten Bedingungen vereinbar mit dem Erfordernis einer vollständigen funktionalen Unabhängigkeit einer Energieregulierungsbehörde, so wie es in der Richtlinie 2009/72/EG festgelegt ist. So darf die nationale Behörde nicht in Regulierungsentscheidungen eingreifen, wie diejenigen, die darin bestehen, « anhand transparenter Kriterien die Fernleitungs- oder Verteilungstarife bzw. die entsprechenden Methoden festzulegen oder zu genehmigen ».

B.10.3. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass die « allgemeinen politischen Leitlinien » nur mit dem Ziel der Richtlinie übereinstimmen, wenn darin die nationale Energieregulierungsbehörde lediglich aufgefordert wird, die durch die öffentliche Hand im Bereich der Energiepolitik verfolgten Zielsetzungen und die entsprechenden Interessen zu berücksichtigen, wie die Bezahlbarkeit, die Zuverlässigkeit, die Nachhaltigkeit des Energiemarktes.

Aus der vorerwähnten Bestimmung der Richtlinie geht jedoch hervor, dass die öffentliche Hand nicht einseitig die Wahl einer bestimmten Einstufung von Kosten vor der Festlegung des aufzuerlegenden Tarifs und seiner Methode vorschreiben darf, da dies zum ausschließlichen Zuständigkeitsbereich der unabhängigen Energieregulierungsbehörde gehört.

B.11. Indem Artikel 14 § 2 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, eingefügt durch die angefochtene Bestimmung, bestimmt, dass die Ruhegehaltsaufwendungen der unter öffentlichem Status befindlichen Bediensteten des Netzbetreibers oder der Tochtergesellschaft oder des Enkelunternehmens « nicht zu verwaltende Kosten » sind, verletzt der Dekretgeber die Verpflichtungen, die ihm aufgrund von Artikel 35 Absatz 4 Buchstabe b Ziffer ii der Richtlinie 2009/72/EG obliegen.

B.12. Artikel 12 Nr. 2 des Dekrets der Wallonischen Region vom 11. April 2014 « zur Abänderung des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts » ist also nicht vereinbar mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 35 Absatz 4 Buchstabe b Ziffer ii der Richtlinie 2009/72/EG und ist daher für nichtig zu erklären.

B.13. Da die übrigen Beschwerdegründe nicht zu einer umfassenderen Nichtigkeitsklärung führen können, brauchen sie nicht geprüft zu werden.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

erklärt Artikel 12 Nr. 2 des Dekrets der Wallonischen Region vom 11. April 2014 « zur Abänderung des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts » für nichtig.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 25. Mai 2016.

Der Kanzler,

P.-Y. Dutilleux

Der Präsident,

J. Spreutels